



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 16 août 1952

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, August 16th, 1952

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1952.

Québec, le 16 juin 1952.

L'Imprimeur de la Reine.

32799-25-10-o

RÉDEMPTI PARADIS.

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1952.

Quebec, this 16th of June 1952.

RÉDEMPTI PARADIS,

Queen's Printer.

32799-25-10-o

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Québec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre: le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
31753 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
31753 — 1-52

Lettres patentes

Argo Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juin 1952, constituant en corporation: George Gordon Kohl, avocat, Jessie Stein, Myrtle O'Connor, Evelyn Lehman, Frida Wilhelm, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'une compagnie de construction en général, sous le nom de "Argo Construction Ltd."

Letters Patent

Argo Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June 1952, incorporating: George Gordon Kohl, Advocate, Jessie Stein, Myrtle O'Connor, Evelyn Lehman, Frida Wilhelm, Secretaries, Spinsters, all of the City and Judicial District of Montréal, for the following purposes:

To carry on the business of a general construction company, under the name of "Argo Construction Ltd."

Le capital de la compagnie sera divisé en 5,000 actions sans valeur nominale ou au pair et le montant avec lequel la compagnie exercera son commerce sera de \$25,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33035 P. FRENETTE.

The capital of the company will be divided into 5,000 shares without nominal or par value and the amount of capital with which the company will carry on its business will be \$25,000.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June 1952.

P. FRENETTE,
33035-o acting Deputy Attorney General.

**Bassin de Radoub du Golfe Inc.
The Gulf Dry Docks Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un juin 1952, constituant en corporation: J.-Georges Dubé, entrepreneur en construction, Maurice De Champlain, courtier en assurance, Gabriel Dubé, comptable, des cité et district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce général de bassins de radoub, sous le nom de "Bassin de Radoub du Golfe Inc."—"The Gulf Dry Docks Inc.", avec un capital de \$250,000 divisé en 1,000 actions communes de \$100 chacune et 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035-o L. DÉSILETS.

**Bassin de Radoub du Golfe Inc.
The Gulf Dry Docks Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1952, incorporating: J. Georges Dubé, building contractor, Maurice De Champlain, insurance broker, Gabriel Dubé, accountant, of the city and Judicial district of Rimouski for the following purposes:

To carry on a general dry dock business, under the name of "Bassin de Radoub du Golfe Inc."—"The Gulf Dry Docks Inc.", with a capital stock of \$250,000 divided into 1,000 common shares of \$100 each and 1,500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
33035 Deputy Attorney General.

Beaumur (Canada) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de juin 1952, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, Samuel Greenblatt, avocat, Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce et le négoce de matériaux pour les constructeurs et les produits s'y rapportant, sous le nom de "Beaumur (Canada) Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035 L. DÉSILETS.

Beaumur (Canada) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June 1952, incorporating: Cyril E. Schwisberg, Advocate, of Outremont, Samuel Greenblatt, Advocate, Sonya Schneyer, Secretary, fille majeure, of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in and deal with builders' supplies and allied products, under the name of "Beaumur (Canada) Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 150 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33035-o Deputy Attorney General.

Bourlamaque Plumbing & Heating Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de juin 1952, constituant en corporation: Edward Maruska, propriétaire d'une plomberie, George Doiron, maître de poste, de Bourlamaque, Real Lafleur, comptable, de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Bourlamaque Plumbing & Heating Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of June 1952, incorporating: Edward Maruska, Owner of a plumbing business, George Doiron, Postmaster, of Bourlamaque, Real Lafleur, Accountant, of Val d'Or, Judicial District of Abitibi, for the following purposes:

Exercer le commerce de plombiers, entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Bourlamaque Plumbing & Heating Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 800 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bourlamaque, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035 L. DÉSILETS.

Clear Brook Mill Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du 16 juin 1952, constituant en corporation: Romuald Cloutier, Jos. E. Nadeau, commerçants, de Cabano, Armande Cloutier, ménagère, Notre-Dame du Lac, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Faire le commerce du bois, sous le nom de "Clear Brook Mill Ltd", avec un capital de \$3,000 divisé en 300 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lejeune, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général le 16 juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035-o L. DÉSILETS.

Corima Limitée. Corima Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de juin 1952, constituant en corporation Hermance Gagnon, garde-malade, Georgette Boudreau, sténographe, de Cap-aux-Meules, Iles-de-la-Madeleine toutes deux filles majeures de vingt et un ans, dans le district judiciaire de Gaspé, Jacques Flynn, avocat, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils électriques et machineries, épicerie, marchandises sèches, joaillerie, tabac, chaussures, articles vestimentaires, sous le nom de "Corima Limitée" — "Corima Limited", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4 est, rue Notre-Dame, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035 L. DÉSILETS.

Dozois' Store Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de juin 1952, constituant en corporation: Donald Egide Dozois, Léonard-Louis Dozois, marchands, Doris Marguerite Dozois, commis, fille majeure, tous de la cité de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

To carry on the business of plumbers, general contractors and builders, under the name of "Bourlamaque Plumbing & Heating Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 800 shares of \$50 each.

The head office of the Company will be at Bourlamaque, Judicial District of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33035-o Deputy Attorney General.

Clear Brook Mill Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of June, 1952, incorporating: Romuald Cloutier, Jos. E. Nadeau, merchants, of Cabano, Armande Cloutier, housewife, Notre-Dame du Lac, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To deal in lumber under the name of "Clear Brook Mill Ltd" with a capital stock of \$3,000 divided into 300 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Lejeune, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
33035 Deputy Attorney General.

Corima Limitée. Corima Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-third day of June 1952, incorporating: Hermance Gagnon, Nurse, Georgette Boudreau, Stenographer, of Cap-aux-Meules, Magdalen Islands, both of the full age of twentyone years, in the Judicial district of Gaspé, Jacques Flynn, Lawyer, of the City and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical apparatus and machinery, groceries, dry goods, jewelry, tobacco, footwear, wearing apparel, under the name of "Corima Limitée" — "Corima Limited", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 4 East Notre-Dame Street, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June 1952.

L. DÉSILETS,
3305-o Deputy Attorney General.

Dozois' Store Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June 1952, incorporating: Donald Egide Dozois, Léonard-Louis Dozois, Merchants, Doris Marguerite Dozois, Clerk, Spinster, all of the city of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

Exercer le commerce de médicaments brevetés et particuliers (proprietary medicines), articles de toilette, accessoires de fumeurs, papeterie, marchandises de fantaisie pour cadeaux, instruments de musique, et aussi faire le commerce de bonbons, chocolats, liqueurs douces, sous le nom de "Dozois Store Inc.", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la Compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035 L. DÉSILETS.

Electrical Entreprises Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de juin 1952, constituant en corporation: Ulric-G Laurencelle, Roger Pigeon, Claude Harbeck, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, manufacturiers et marchands d'appareils et accessoires électriques de toute description, sous le nom de "Electrical Enterprises Company Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035 L. DÉSILETS.

Fomac Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juin 1952, constituant en corporation: Paul Gonthier, comptable agréé, de Montréal, Bernard Bourdon, c.r., d'Outremont, Jean Casgrain, c.r., de Westmount, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de livres, revues, crayons et autres objets et fournitures d'édition et de librairie, sous le nom de "Fomac Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 480 rue Lagauchetière ouest, dans les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035-o L. DÉSILETS.

Hgwu Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de juin 1952, constituant en corporation: John Jacob Spector, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Moses Moscovitch, avocat, Margaret McMartin, fille majeure, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal pour les objets suivants:

To carry on the business of patent and proprietary medicines, toilet articles, smokers' supplies, stationery, fancy goods for gifts, musical instruments, and also to deal in candies, chocolates, soft drinks, under the name of "Dozois Store Inc.", with a capital stock of \$30,000 divided into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33035-0 Deputy Attorney General.

Electrical Entreprises Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June 1952, incorporating: Ulric-G. Laurencelle, Roger Pigeon, Claude Harbeck, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of electricians, manufacturers and dealers in electric appliances and accessories of every description, under the name of "Electrical Enterprises Company Limited", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33035-0 Deputy Attorney General.

Fomac Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1952, incorporating: Paul Gonthier, chartered accountant, of Montreal, Bernard Bourdon, Q.C., of Outremont, Jean Casgrain, Q.C., of Westmount, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in books, reviews, pencils, and other objects and publishing and stationery supplies, under the name of "Fomac Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 480 Lagauchetière Street, West, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1952.

L. DÉSILETS,
33035 Deputy Attorney General.

Hgwu Centre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June 1952, incorporating: John Jacob Spector, advocate and Queen's Counsel, Moses Moscovitch, advocate, Margaret McMartin, spinster, clerk, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une corporation d'immeubles, sous le nom de "Ilgwu Centre Inc.", avec un capital de \$5,000 divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035 L. DÉSILETS.

Le Magasin Parisien Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juin 1952, constituant en corporation: Raymond Gagnon, Lorenzo Brisson, Alphonse Gagnon, commerçants, des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles de quincaillerie, sous le nom de "Le Magasin Parisien Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Joseph d'Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035-o L. DÉSILETS.

Leslau Trading Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de juin 1952, constituant en corporation: Lucien Roux, C.R., Lorraine Côté, Hélène St-Denis, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et faire le commerce de véhicules moteur, machines, meubles, articles de ménage, sous le nom de "Leslau Trading Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035 L. DÉSILETS.

L'Exposition Agricole Incorporée Agricultural Exhibition Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six juin 1952, constituant en corporation: Marc Lamarre, Gilles Godin, avocats, Rachel Picard, secrétaire, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Encourager l'agriculture en général et plus spécialement par l'organisation d'expositions, sous le nom de "L'Exposition Agricole Incorporée" — "Agricultural Exhibition Incorporated", avec un capital de \$40,000 divisé en 800 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

To carry on the business of a real estate corporation, under the name of "Ilgwu Centre Inc.", with a capital stock of \$5,000 divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33035-o Deputy Attorney General.

Le Magasin Parisien Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1952, incorporating: Raymond Gagnon, Lorenzo Brisson, Alphonse Gagnon, merchants of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in all articles of hardware, under the name of "Le Magasin Parisien Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Joseph d'Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
33035 Deputy Attorney General.

Leslau Trading Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of June 1952, incorporating: Lucien Roux, Q.C., Lorraine Côté, Helene St-Denis, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company and deal in motor vehicles, machines, furniture, household goods, under the name of "Leslau Trading Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33035-o Deputy Attorney General.

L'Exposition Agricole Incorporée Agricultural Exhibition Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1952, incorporating: Marc Lamarre, Gilles Godin, advocates, Rachel Picard, secretary, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To encourage agriculture in general, and more particularly by the organization of exhibitions, under the name of "L'Exposition Agricole Incorporée" — "Agricultural Exhibition Incorporated", with a capital stock of \$40,000 divided into 800 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035-o L. DÉSILETS.

**Montreal Newsdealers Supply
Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de juin 1952, constituant en corporation: John Jacob Spector, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Ben Scheeter, avocat, Margaret McMartin, commis, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de journaux, périodiques et autres imprimés et nouveautés variées, sous le nom de "Montreal Newsdealers Supply Company Limited", avec un capital de \$150,000 divisé en 1,500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035 L. DÉSILETS.

North End Restaurant Equipment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de juin 1952, constituant en corporation: Moses Steinberg, d'Outremont, Ben Steinberg, Hyman Steinberg, marchands, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes et genres d'outillage, accessoires et articles requis ou destinés à l'usage des restaurants, des cuisines, des hôpitaux, des vêtements et chaussures, sous le nom de "North End Restaurant Equipment Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035 L. DÉSILETS.

Old Caddies Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt juin 1952, constituant en corporation: Fernand Pesant, inspecteur, de Roxboro, comté de Jacques-Cartier, Réal Richer, gentilhomme, de Montréal, district judiciaire de Montréal, Normand Pesant, ouilleur, de St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Promouvoir, organiser, conduire et administrer des Clubs de Golf, athlétiques, champêtres et sociaux, sous le nom de "Old Caddies Incorporated".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
33035-o Deputy Attorney General.

**Montreal Newsdealers Supply
Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June 1952, incorporating: John Jacob Spector, advocate and Queen's Counsel, Ben Scheeter, advocate, Margaret McMartin, clerk, Spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal with newspapers, periodicals and other printed matter and miscellaneous novelties, under the name of "Montreal Newsdealers Supply Company Limited", Limited", with a capital stock of \$150,000 divided into 1,500 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33035-o Deputy Attorney General.

North End Restaurant Equipment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of June 1952, incorporating: Moses Steinberg, of Outremont, Ben Steinberg, Hyman Steinberg, Merchants, of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds and types of equipment, supplies and articles required or intended for use in restaurants, household kitchens, hospitals, and in clothing and footwear, under the name of "North End Restaurant Equipment Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June 1952.

L. DÉSILETS,
33035-o Deputy Attorney General.

Old Caddies Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of June, 1952, incorporating: Fernand Pesant, inspector, of Roxboro, county of Jacques-Cartier, Réal Richer, gentleman, of Montreal, judicial district of Montreal, Normand Pesant, tool-maker, of St-Eustache, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To promote, organize, conduct and manage golf, athletic, country and social clubs, under the name of "Old Caddies Incorporated", with

rated", avec un capital de \$40,000 divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Carillon, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le vingt juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035-o L. DÉSILETS.

P. A. Lebeau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinq juin 1952, constituant en corporation: Paul-Aimé Lebeau, industriel, Laurence B. Lebeau, commerçante, Ville Mont-Royal, J.-Émile Maheu, comptable, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de "P. A. Lebeau Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur-général le vingt-cinq juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035-o L. DÉSILETS.

Palomoil Corporation (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingtième jour de juin 1952, constituant en corporation: Paul Ranger, avocat, d'Outremont, J. Philippe Beaulac, comptable, J. Jacques Beauchemin, avocat, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations, des recherches et du forage pour découvrir des mines et des minerais, produire et accumuler des mines, minerais, pétrole, huile et gaz naturel, sous le nom de "Palomoil Corporation" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035 L. DÉSILETS.

Periodica Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un juin 1952, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, de Longueuil, Marie-Jeanne Stanton, veuve, secrétaire, Pau-

a capital stock of \$40,000 divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Carillon, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
33035 Deputy Attorney General.

P. A. Lebeau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty fifth day of June, 1952, incorporating: Paul Aimé Lebeau, industrialist, Laurence B. Lebeau, merchant, of the Town of Mount Royal, J. Émile Maheu, accountant, of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general builders and contractors, under the name of "P. A. Lebeau Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
33035 Deputy Attorney General.

Palomoil Corporation (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of June 1952, incorporating: Paul Ranger, Attorney at Law, of Outremont, J. Philippe Beaulac, Accountant, J. Jacques Beauchemin, Attorney at Law, of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To prospect for, explore for, drill for, produce and accumulate, mines, minerals, petroleum, oil, and natural gas, under the name of "Palomoil Corporation" (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000 divided into 3,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June 1952.

L. DÉSILETS
33035-o Deputy Attorney General.

Periodica Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1952, incorporating: Gérard Corbeil, advocate, of Longueuil, Marie-Jeanne Stanton, widow, secretary, Pauline Deveau,

line Deveault, célibataire, secrétaire, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

D'opérer un service général d'abonnement et de faire affaires comme éditeur, imprimeur, relieur et libraire, sous le nom de "Periodica Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035-o L. DÉSILETS.

Royal Elk Lumber Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-six juin 1952, constituant en corporation: Bernard D. Fradin, Émilien Lavoie, industriels, Paul-E. Côté, comptable, de Roberval, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exercer les opérations de construction, contracteurs et entrepreneurs généraux; exercer le commerce et l'industrie du bois, sous le nom de "Royal Elk Lumber Co. Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035-o L. DÉSILETS.

The St-Lawrence Poles Company Limitée — Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt juin 1952, constituant en corporation: Fernand Lapointe, comptable, J.-Henri Létourneau, commerçant de bois, de Cross Point, district judiciaire de Bonaventure, J.-Louis Smith, mesureur de bois, de Campbellton, Nouveau-Brunswick, pour les objets suivants:

Faire le commerce et manufacturer tous les produits du bois, sous le nom de "The St-Lawrence Poles Company Limitée — Limited", avec un capital de \$100,000 divisé en 940 actions ordinaires de \$100 chacune et 60 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cross Point, district judiciaire de Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général le vingt juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035-o L. DÉSILETS.

Troysco Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date

spinster, secretary, of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a general subscription service and carry on business as editor, printer, binder and stationer, under the name of "Periodica Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Royal Elk Lumber Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of July, 1952, incorporating: Bernard D. Fradin, Émilien Lavoie, industrialists, Paul E. Côté, accountant, of Roberval, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To engage in the construction business and that of general contractors and builders; to carry on the lumber industry and business, under the name of "Royal Elk Lumber Co. Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Roberval, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The St-Lawrence Poles Company Limitée — Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of June, 1952, incorporating: Fernand Lapointe, accountant, J. Henri Létourneau, wood merchant, of Cross Point, judicial district of Bonaventure, J. Louis Smith, culler, of Campbellton, New Brunswick, for the following purposes:

To deal in and manufacture all wood products, under the name of "The St-Lawrence Poles Company Limitée — Limited", with a capital stock of \$100,000 divided into 940 common shares of \$100 each and into 60 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Cross Point, judicial district of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Troysco Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle)

Notice is hereby given that under the provisions of the Québec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date

du onzième jour de juillet 1952, constituant en corporation: Sam Aloia, agent, Lionel Lefebvre, comptable, Mario-E. Lattoni, avocat et Conseil en Loi de la Reine, tous de Montréal, Alfred Joseph Doucet, comptable, de Longueuil, district judiciaire de Montréal, Gédéon Buteau, entrepreneur, de la ville de Halleburg, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais, sous le nom de "Troysco Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$4,000,000 divisé en 4,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035 L. DÉSILETS.

the eleventh day of July 1952, incorporating: Sam Aloia, Agent, Lionel Lefebvre, Accountant, Mario-E. Lattoni, Barrister and Queen's Counsel, all of Montreal, Alfred Joseph Doucet, Accountant, of Longueuil, Judicial District of Montreal, Gedeon Buteau, Contractor, of the Town of Halleburg, Province of Ontario, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Troysco Mines Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$4,000,000 divided into 4,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount or the amounts of the price or prices paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July 1952.

L. DÉSILETS,
33035-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Benjamin News Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de la dite loi, S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 3 juillet 1952, à la compagnie "Benjamin News Company", a) subdivisant les 499 actions ordinaires de \$100 en 4,990 actions ordinaires de \$10, b) portant son capital-actions de \$49,900 à \$250,000 le nouveau capital divisé en 10 actions ordinaires additionnelles de \$10 et 4,000 actions privilégiées nouvelles de \$50 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 3 juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035-o L. DÉSILETS.

Gauvreau Machinery & Supply Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 9 juillet 1952, à la compagnie "Eastern Refrigeration Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 décembre 1947, changeant son nom en celui de "Gauvreau Machinery & Supply Limited".

Daté du bureau du Procureur général le 9 juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035-o L. DÉSILETS.

Hôtel Lapointe Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 11 juillet 1952, à la compagnie "Hôtel Lapointe Incorporée", augmentant son capital-actions de 2,000 actions privilégiées "B" de \$100 chacune.

Supplementary Letters Patent

Benjamin News Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of July, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Benjamin News Company", a) subdividing the 499 common shares of \$100 into 4,990 common shares of \$10; b) increasing its capital stock from \$49,900 to \$250,000 the new capital being divided into 10 additional common shares of \$10 and 4,000 new preferred shares of \$50 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of July, 1952.

L. DÉSILETS,
33035 Deputy Attorney General.

Gauvreau Machinery & Supply Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of July, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Eastern Refrigeration Limited", incorporated by letters patent dated December 20, 1947, changing its name into that of "Gauvreau Machinery & Supply Limited".

Dated at the office of the Attorney General, July 9, 1952.

L. DÉSILETS,
33035 Deputy Attorney General.

Hôtel Lapointe Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of July, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Hôtel Lapointe Incorporée", increasing its capital stock by 2,000 Class "B" preferred shares of \$100 each.

Daté du bureau du Procureur général le 11 juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035-o L. DÉSILETS.

J. Becker Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 9 juillet 1952, à la compagnie "J. Becker Inc.", augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$120,000, le nouveau capital composé de 1,000 actions privilégiées nouvelles de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 9 juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
33535-o L. DÉSILETS.

J. L. Brissette Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 17 juillet 1952, à la compagnie "J. L. Brissette Limitée", décrétant la création et l'émission de 350 actions ordinaires de \$100 chacune du capital autorisé, sous forme de 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 17 juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035-o L. DÉSILETS.

La Filature du Saguenay Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de la dite loi, S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 3 juillet 1952, à la compagnie "La Filature du Saguenay, Limitée", portant son capital-actions de \$49,000 à \$100,000, le nouveau capital divisé en 510 actions ordinaires de \$100.

Daté du bureau du Procureur général le 3 juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035-o L. DÉSILETS.

Murphy Fur Manufacturing, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 10 juillet 1952, à la compagnie "Murphy and Gormley, Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 mars 1950, changeant son nom en celui de "Murphy Fur Manufacturing Limited".

Daté du bureau du Procureur général le 10 juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035-o L. DÉSILETS.

Musée Historique Canadien Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred

Dated at the office of the Attorney General, this 11th day of July, 1952.

L. DÉSILETS,
33035 Deputy Attorney General.

J. Becker Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of July, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company: "J. Becker Inc.", increasing its capital stock from 20,000 to \$120,000, the new capital being composed of 1,000 new preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, July 9, 1952.

L. DÉSILETS,
33035 Deputy Attorney General.

J. L. Brissette Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of July, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "J. L. Brissette Limitée", enacting the creation and the issuing of 350 common shares of \$100 each of the authorised capital stock, in the form of 350 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, July 17, 1952.

L. DÉSILETS,
33035 Deputy Attorney General.

La Filature du Saguenay Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of July 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "La Filature du Saguenay, Limitée" increasing its capital stock from \$49,000 to \$100,000, the new capital divided into 510 common shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, July 3, 1952.

L. DÉSILETS,
33035 Deputy Attorney General.

Murphy Fur Manufacturing, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the 10th of July, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Murphy and Gormley, Limited", incorporated by letters patent dated March 20, 1950, changing its name into that of "Murphy Fur Manufacturing, Limited".

Dated at the office of the Attorney General, July 10, 1952.

L. DÉSILETS,
33035 Deputy Attorney General.

Musée Historique Canadien Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of July 1952, were issued by the Lieutenant-Governor

Morisset, conformément à l'article 2 de la dite loi, S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 8 juillet 1952, à la compagnie "Musée Historique Canadien Inc.", subdivisant les 1,500 actions privilégiées de \$45 en 13,500 actions privilégiées de \$5.

Daté du bureau du Procureur général le 8 juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035-o L. DÉSILETS.

Rediffusion Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 21 juillet 1952, à la compagnie "Rediffusion Inc.", augmentant son capital-actions de \$50,000 à \$2,500,000; le capital additionnel étant divisé en 490,000 actions de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 21 juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035-o L. DÉSILETS.

Sunlite Food Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 15 juillet 1952, à la compagnie "Sunlite Food Products Inc.", convertissant et subdivisant 100 actions privilégiées de \$100 chacune de son capital sous forme de 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 15 juillet 1952.

L'Assistant-procureur général,
33035-o L. DÉSILETS.

of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Musée Historique Canadien Inc.", subdividing the 1,500 preferred shares of \$45 into 13,500 preferred shares of \$5.

Dated at the office of the Attorney General, July 8, 1952.

L. DÉSILETS,
33035 Deputy Attorney General.

Rediffusion Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the 21st day of July, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Rediffusion Inc." increasing its capital stock from \$50,000 to \$2,500,000; the additional capital stock being divided into 490,000 shares of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, July 21, 1952.

L. DÉSILETS,
33035 Deputy Attorney General.

Sunlite Food Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of July, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Sunlite Food Products Inc.", converting and subdividing 100 preferred shares of \$100 each of its capital into 1,000 common shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 15th day of July, 1952.

L. DÉSILETS,
33035 Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 812

Québec, le 30 juillet 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT la révocation de la partie est de la rivière Missisquoi du lot 744 du cadastre, rang VII, canton de Bolton.

ATTENDU qu'en vertu des articles 50 et 51 de la Loi des Mines, toute concession de terrains contenant des minerais faite avant le 24 juillet 1880 et dont l'exploitation est demeurée inactive durant les cinq années qui ont précédé le 1er mars 1939, peut être révoquée quant aux droits de mine par le Lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation de l'honorable Ministre des Mines:

ATTENDU QUE quant à ce qui concerne la partie est de la rivière Missisquoi du lot 744 du cadastre, rang VII, canton de Bolton, un avis de révocation a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 12 août 1950, dans "The Gazette", journal anglais de Montréal, du 4 août 1950 et dans "Montréal-Matin", journal français de Montréal, du 8 août 1950, tel que l'exige l'article 51 quant le propriétaire est inconnu;

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 812

Quebec, July 30, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the revocation of the part east of the Missisquoi river of lot 744 of the cadastre, range VII, Township of Bolton.

WHEREAS in virtue of sections 50 and 51 of the Mining Act, any concession of land containing ore made before the 24th of July, 1880, the working of which has remained idle during the five years preceding the 1st of March, 1939, may be revoked as to the mining rights by the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Mines:

WHEREAS as regards the part east of the Missisquoi river of lot 744 of the cadastre, range VII, township of Bolton, a notice of revocation was published in the *Quebec Official Gazette* of the 12th of August, 1950, in "The Gazette", an English language daily newspaper of Montreal, on the 4th of August, 1950, and in the "Montréal-Matin", a Montreal French language newspaper, on the 8th of August, 1950, as required by section 51 when the owner is unknown;

ATTENDU qu'aucune opposition n'est survenue à la suite de l'avis de révocation publié dans les journaux, et, de plus, le résultat d'une enquête et inspection sur les lieux démontre que les droits de mine dans la partie est de la rivière Missisquoi du lot 744 du cadastre, rang VII, canton de Bolton, n'est pas de valeur marchande;

ATTENDU QUE l'exploitation au sens de la Loi des Mines est demeurée inactive durant les cinq années qui ont précédé le 1er mars 1939, tel qu'il appert à un rapport d'ingénieur qui a visité les lieux.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Mines:

QUE la concession de la partie est de la rivière Missisquoi du lot 744 du cadastre, rang VII, canton de Bolton, soit révoquée sans indemnité, quant aux droits de mine seulement, et redevenant propriété de la Couronne, soit ouverte au piquetage et à la concession minière.

(signé) A. MORISSET,
33036-o Greffier du Conseil Exécutif.

WHEREAS no opposition has been made following the notice of revocation published in the newspapers, and, moreover, the result of an inquiry into and inspection of the premises shows that the mining rights in the parts east of the Missisquoi river of lot 744 of the cadastre, range VII, township of Bolton, have no merchantable value;

WHEREAS the working of same, in the sense of the Mining Act, has remained idle during the five years preceding the 1st of March, 1939, as shown in the report from the engineer who visited the premises.

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Mines:

THAT the concession of the part east of the Missisquoi river of lot 744 of the cadastre, range VII, township of Bolton, be revoked without indemnity, as regards the mining rights only, and reverting to the crown be opened to staking and to the mining concession.

(Signed) A. MORISSET,
33036 Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 842

Québec, le 7 août 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la chasse à l'Original

ATTENDU que dans l'arrêté ministériel No. 790, en date du 23 juillet 1952, dans la partie concernant la chasse à l'original, il s'est glissé une erreur cléricale au sujet de la date d'ouverture de la saison de chasse à l'original pour l'année 1952.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

Que dans la première ligne des conclusions du dit arrêté ministériel, la date du 16 octobre soit remplacée par le 11 octobre.

C. LARICHELIÈRE,
33052-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 809

Québec, le 30 juillet 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du Secrétariat de la province.

CONCERNANT la révocation de l'arrêté ministériel numéro 2262, du 19 octobre 1933, relatif à l'autorisation à se porter caution en justice, accordée à National Surety Corporation, de New York.

ATTENDU QUE par arrêté ministériel numéro 2262, du 19 octobre 1933, National Surety Corporation, de New-York, a été autorisée à se porter caution en justice, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de garantie, Statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 249;

ATTENDU QUE par lettre du 23 juin 1952, le Surintendant des Assurances déclare que ladite National Surety Corporation n'a plus, depuis le 30 juin 1936, l'autorisation de faire affaires

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 842

Quebec, August 7, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the hunting of Moose

WHEREAS in Order in Council No. 790, dated July 23, 1952, in the part concerning the hunting of moose, a clerical error has occurred regarding the date of the opening of the hunting season for moose for the year 1952.

IT IS CONSEQUENTLY ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT in the first line of the conclusion of the said Order in Council, the date of October 16 be replaced by October 11.

C. LARICHELIÈRE,
33052 Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 809

Quebec, July 30, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain administrative acts of the department of the Provincial Secretary.

CONCERNING the revocation of the Order in Council number 2262, of October 19, 1933, respecting the authorization to become a judicial surety, granted to the National Surety Corporation, of New-York.

WHEREAS, by Order in Council number 2262, of October 19, 1933, the National Surety Corporation, of New-York, was authorized to become a judicial surety, pursuant to the provisions of the Guarantee Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 249;

WHEREAS by a letter of June 23, 1952, the Superintendent of Insurance declares that the said National Surety Corporation no longer has, since June 30, 1936, the authorization to carry

dans la Province, vu que la compagnie n'a pas effectué le renouvellement de son permis et de l'enregistrement prévu par la Loi des assurances de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 299, et il demande que l'arrêté ministériel numéro 2262, du 19 octobre 1933, soit révoqué;

EN CONSÉQUENCE, vu le rapport du Procureur général, en date du 18 juillet 1952, que ledit arrêté ministériel numéro 2262, du 19 octobre 1933 soit révoqué et qu'avis de cette révocation soit publié dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux dispositions de l'article 12 de la Loi des compagnies de garantie, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 285.

(Signé) A. MORISSET,
33035-0 Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 790

Québec, le 23 juillet 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du département de la Chasse et de la Pêche.

CONCERNANT la chasse à l'orignal.

ATTENDU qu'il importe de protéger l'orignal d'une façon toute spéciale dans la province;

ATTENDU qu'un inventaire de la population de ce mammifère a été fait durant l'année 1951 et que le nombre d'individus estimés paraît justifier une saison de chasse.

Vu le paragraphe 1-a de l'article 4 du chapitre 153, des Statuts refondus de Québec, 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

QUE la chasse à l'orignal soit permise du 16 octobre au 2 novembre, ces deux dates inclusivement, pour l'année 1952, dans toute l'étendue de la province, sauf dans les parcs, les réserves de chasse et de pêche, dans les sections sud de Montréal, et sud-est de Québec connues sous les noms de Zones A et B, ainsi que dans le comté d'Argenteuil, tel qu'il est spécifié dans l'arrêté ministériel numéro 1095, en date du 4 octobre 1950.

CONCERNANT la chasse à la perdrix de savane et à la perdrix grise.

ATTENDU QUE la population de la perdrix de savane et de la perdrix grise se maintient à un niveau tel qu'une saison de chasse est justifiée.

Vu l'article 8 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

QUE la chasse à la gélinotte à queue aigüe soit prohibée en 1952;

Qu'il soit permis de chasser la perdrix de savane et la perdrix grise du 20 septembre au 16 novembre 1952, ces deux jours inclusivement, aux conditions suivantes:

Personne ne pourra tuer ou capturer plus de cinq (5) perdrix par jour;

Personne ne pourra avoir en sa possession plus que la prise légale de trois (3) jours;

Personne ne pourra avoir de perdrix en sa possession après le six (6) janvier 1953;

Toute contravention sera passible des sanc-

on business in the Province, considering that the company has not renewed its permit and the registration as provided by the Quebec Insurance Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 299, and he requests that the Order in Council number 2262, of October 19, 1933, be revoked;

THEREFORE, seeing the report of the Attorney General, dated July 18, 1952, that the said Order in Council number 2262, dated October 19, 1933, be revoked and that notice of this revocation be published in the *Quebec Official Gazette*, in accordance with the provisions of Section 12 of the Guarantee Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 285.

(Signed) A. MORISSET,
3035 Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 790

Quebec, July 23, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain administrative agreements of the Department of Game and Fisheries.

CONCERNING the hunting of Moose.

WHEREAS it is essential that moose be protected in a very special manner in the Province;

WHEREAS an inventory of the population of this mammal was made during the year 1951 and that the estimated number of same seems to justify a hunting season.

IN VIEW of paragraph 1-a of section 4 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941,

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT the hunting of moose be permitted from the 16th of October to the 2nd of November, both dates inclusively, for the year 1952, throughout the whole Province, with the exception of the parks, the hunting and fishing reserves, in the sections south of Montreal, and southeast of Quebec, known as Zones A and B, and also in the county of Argenteuil, as specified in the order in council No. 1095, dated the 4th of October, 1950.

CONCERNING the hunting of Spruce and Birch partridge.

WHEREAS the population of Spruce and Birch Partridge maintains a level that justifies a hunting season.

IN VIEW of section 8 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941,

IT IS CONSEQUENTLY ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT the hunting of sharp-tailed grouse be prohibited during 1952;

THAT it be permitted to hunt Spruce and Birch partridge from the 20th of September to the 16th of November, 1952, these two days inclusively, under the following conditions:

No one may kill or capture more than five (5) partridges a day;

No one may have in his possession more than the legal three (3) days' catch;

No one may have partridge in his possession after the sixth (6th) of January 1953;

Any infringement shall render one liable to

tions prévues à l'article 9 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec 1941.

CONCERNANT la chasse au faisan.

ATTENDU QUE l'arrêté ministériel numéro 2307, en date du 12 juin 1946, est expiré depuis le premier mai 1951;

ATTENDU QUE le Département de la Chasse a conduit des expériences sur l'acclimatation du faisan.

Vu l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

QU'il soit défendu en tout temps, de chasser, tuer ou prendre les faisans à l'état libre, ou de détruire, endommager, cueillir ou enlever leurs œufs d'hui au 1er mai 1957, sauf tel que ci-après stipulé. Cette défense ne s'applique pas cependant, aux faisans élevés en captivité ou libérés par les particuliers sur des territoires privés, organisés pour des fins de chasse sportive;

QU'en 1952 il soit permis à toute personne munie de son permis de chasse de tuer trois (3) faisans mâles, durant les périodes permises, soit: les 20, 21, 27 et 28 septembre seulement, dans les secteurs sud de Montréal et sud-est de Québec aussi connus sous le nom de Zones A et B, ainsi que sur l'Île d'Orléans et l'Île aux Coudres dans le St-Laurent.

CONCERNANT la perdrix hongroise.

ATTENDU QUE la perdrix hongroise a un taux d'accroissement très élevé;

ATTENDU QU'une courte saison de chasse à l'automne ne devrait pas modifier sensiblement la population de ces oiseaux au printemps suivant.

Vu l'arrêté en conseil N° 320 en date du 28 mars 1951,

Vu l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

QUE du 20 septembre au 30 septembre inclusivement, chaque année, il soit permis de tuer la perdrix hongroise dans la section sud de Montréal connue sous le nom de zone A;

QUE tout chasseur ne pourra tuer en une seule journée, plus de huit (8) perdrix hongroises et vingt-cinq (25) en tout dans une même saison;

QUE personne ne pourra posséder plus de vingt-cinq (25) perdrix hongroises et que la possession soit illégale après le six janvier 1953;

QUE la partie de l'arrêté en conseil N° 320, en date du 28 mars 1951, concernant la perdrix hongroise soit modifiée en conséquence.

ATTENDU QU'il est souvent impossible de distinguer un jeune chevreuil du printemps (faon) d'une femelle d'un an de cet animal:

ATTENDU QUE de ce fait les chasseurs commettent de nombreuses erreurs dont ils ne sont pas toujours responsables.

Vu l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

QU'aux endroits où il est permis de tuer la femelle du chevreuil, il soit aussi permis de tuer le faon;

QUE le paragraphe 2 de l'article 4 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941, soit modifié en conséquence.

(Signé) A. MORISSET,

Greffier du Conseil Exécutif.

33052-0

the sanctions provided for in section 9 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

CONCERNING the hunting of Pheasant.

WHEREAS the council No. 2307, dated no rried the 12th of June, 1946, has expired since the first of May, 1951;

WHEREAS the Department of Game has conducted tests on the acclimatization of Pheasants.

IN VIEW of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941,

IT IS CONSEQUENTLY ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT it be forbidden, at all times, to hunt, kill or capture pheasants in their wild state, or to destroy, damage, gather or take their eggs from to-day until the 1st of May, 1957, save as hereinafter stipulated. This prohibition does not, however, apply to pheasants raised in captivity or freed by individuals on private territories, organized for pleasure hunting;

THAT in 1952 it be permitted to any person holding a hunting permit, to kill three (3) male pheasants, during the periods permitted, namely: the 20th, 21st, 27th and 28th of September only, in the sectors south of Montreal and southeast of Quebec also known as Zones A and B, and also on the Island of Orleans and Ile aux Coudres in the St. Lawrence.

CONCERNING Hungarian Partridge.

WHEREAS Hungarian Partridge multiplies rapidly;

WHEREAS a short hunting season in the autumn should not affect the population of these birds to any great degree for the following Spring.

IN VIEW of the order in council No. 320 dated the 28th of March, 1951,

IN VIEW of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941,

IT IS CONSEQUENTLY ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT from the 20th of September to the 30th of September, inclusively, each year, it be permitted to kill Hungarian Partridge in the section south of Montreal, known as Zone A;

THAT no hunter may kill more than eight (8) Hungarian Partridges in one single day and twenty-five (25) in all in one season;

THAT no person may have in his possession more than twenty-five (25) Hungarian Partridges and that the possession of same be illegal after the sixth of January, 1953;

THAT the part of the order in council No. 320, dated the 28th of March, 1951, concerning Hungarian Partridge be consequently amended.

WHEREAS it being frequently impossible to distinguish between a young Spring deer (fawn) and a year old female of the said species:

WHEREAS due to this fact, hunters commit numerous errors for which they are not always responsible.

IN VIEW of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

IT IS CONSEQUENTLY ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT at places where it is permitted to kill the female deer (doe), it be also permitted to kill the fawn;

THAT paragraph 2 of section 4 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be consequently amended:

(Signed) A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

33052

Avis divers

Avis est donné que "New Canadian Baptist Church", 183 ouest, rue Ste-Catherine, cité de Montréal, présentera une requête au Lieutenant-gouverneur-en-Conseil de la province de Québec, pour obtenir la constitution en corporation, en vertu de la Loi de la constitution de certaines Églises, chapitre 311 des Statuts révisés de la province de Québec 1941 et amendements.

Montréal, 21 juillet 1952.

231 ouest rue St-Jacques, Montréal.

Le Procureur de la requérante.

32967-30-5

HOWARD S. ROSS.

RÉGIE PROVINCIALE DE
L'ÉLECTRICITÉ

AVIS PUBLIC

Chauffage à l'Électricité

Avis est par les présentes donné à tous les intéressés que "La Compagnie Électrique du Saguenay" a par sa requête demandé à la Régie l'établissement d'un tarif plus élevé pour l'utilisation de l'électricité aux fins de chauffage de logis, exploitations agricoles et maisons de pension.

Toute personne ayant des représentations à faire au sujet de la dite demande, devra s'adresser au sousigné, 132 rue St-Jacques ouest, à Montréal, P.Q., avant le 5 septembre 1952.

RÉGIE PROVINCIALE DE L'ÉLECTRICITÉ,

Le Secrétaire,

33029-o

J.-A. MORIN.

ALLARD LAKE (QUEBEC) MINES, LTD.

Règlement XXIV

Attendu que la compagnie Allard Lake (Quebec) Mines, Ltd. a cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de ventilation de ses affaires et n'a pas de dettes ou obligations qui n'ont pas été payées, pourvues ou protégées; et

Attendu qu'il est jugé nécessaire de distribuer l'actif de la compagnie entre ses actionnaires; et

Attendu qu'il est jugé nécessaire que M. R. C. Klugescheid, de Bronxville, New York, soit nommé procureur de la compagnie dans le but de signer tous papiers ou documents nécessaires au transfert des biens et ce l'actif de la compagnie à ses actionnaires;

En conséquence, qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement numéro XXIV de la compagnie que l'actif de la compagnie soit distribué entre ses actionnaires et que M. R. C. Klugescheid, de Bronxville, New York, soit et il est, par les présentes, nommé procureur de la compagnie dans le but de signer tous papiers ou documents nécessaires au transfert des biens et de l'actif de la compagnie à ses actionnaires.

Copie d'un règlement décrété par les directeurs de la compagnie en date du 21 juillet 1952 et confirmé par les actionnaires de la compagnie à la même date.

Daté à New York, ce 29e jour de juillet 1952.

(Sceau)

Le Président,

ANTON GRAY.

Le Secrétaire,

ROBERT C. SULLIVAN.

33055

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the "New Canadian Baptist Church", 183 St. Catherine Street West, City of Montreal, will present a Petition to the Lieutenant Governor-in-Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941 and Amendments.

Montreal, July 21st 1952.

231 St. James Street West, Montreal.

HOWARD S. ROSS,

Solicitor for Petitioner.

32967-30-5-o

PROVINCIAL ELECTRICITY BOARD

PUBLIC NOTICE

Electricity Space Heating

Notice is hereby given to all interested parties that "Saguenay Electric Company" has by petition to this Board requested the setting up of a higher rate for the heating of dwellings, farm establishments and boarding houses.

Any person desiring to make representations in respect of the foregoing should communicate with the undersigned, 132 St. James St., West, in Montreal, P.Q. before September 5th, 1952.

PROVINCIAL ELECTRICITY BOARD,

Per J. A. MORIN,

Secretary.

33029-o

ALLARD LAKE (QUEBEC) MINES, LTD.

By-Law XXIV

Whereas, Allard Lake (Quebec) Mines, Ltd., has ceased to carry on business, except for the purpose of winding up its affairs, and has no debts or obligations that have not been paid, provided for or protected; and

Whereas, it is deemed expedient to distribute the assets of the Company among its Shareholders; and

Whereas, it is deemed expedient that Mr. R. C. Klugescheid, of Bronxville, New York, be appointed Attorney of the Company for the purpose of signing all papers or documents necessary to transfer the property and assets of the Company to its Shareholders;

Now, therefore, be it enacted and it is hereby enacted as By-Law Number XXIV of the Company, that the assets of the Company be distributed among its Shareholders, and that Mr. R. C. Klugescheid, of Bronxville, New York, be, and he is hereby, appointed Attorney of the Company for the purpose of signing all papers or documents necessary to transfer the property and assets of the Company to its Shareholders.

Copie of a by-law enacted by the directors of the Company on July 21, 1952 and confirmed by the Shareholders of the Company on the same date.

Dated at New-York, this 29th day of July 1952.

(Seal)

ANTON GRAY,

President.

ROBERT C. SULLIVAN,

Secretary.

33055-o

LOI DU RÉGIME DES EAUX COURANTES
STATUTS REFONDUS, 1941, CHAPITRE 98,
FORMULE 2.

2.— (Article 35)

Avis de la demande du dépôt des plans et devis.

Avis est donné au public conformément à l'article 35 de la loi du régime des eaux courantes, que la Compagnie Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Limited, de la Cité de Québec, dans le comté de Québec, se propose de faire la construction d'un barrage pour le flottage du bois, à Forestville, Comté de Saguenay, P.Q.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des Ressources hydrauliques et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Saguenay, à Tadoussac.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

ANGLO-CANADIAN PULP AND PAPER
MILLS, LIMITED,
THÉO. CARON,
33039-o Chef Forestier.
Requérant,

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de L'U.C.C. de St-Fidèle", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 21 juillet 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Fidèle, comté de Charlevoix.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33049-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que par arrêté ministériel en date du 23 juillet 1952, "The Western Assurance Company", a été autorisée à se porter caution en justice dans la province de Québec, et ce, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de garantie, chapitre 285, des Statuts de Québec, 1941.

Le siège social de la dite compagnie dans la province de Québec est situé à 507, Place d'Armes, Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 11 août 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33053-o JEAN BRUCHÉSI.

DESJARDINS EXPRESS INC.

Amendements aux règlements N° 3A et 3D augmentant de 3 à 5 le nombre des directeurs de la compagnie et que le quorum soit de trois directeurs.

Copie certifiée exacte des amendements adoptés à une assemblée des directeurs et à une assem-

WATER COURSE ACT
REVISED STATUTES, 1941, CHAPTER 98
FORM 2.

2.— (Section 35)

Notice of Application and Deposit of Plan and Specifications

Public notice is hereby given, in accordance with section 35 of the Water Course Act, that the Company Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Limited of the City of Quebec in the County of Quebec, intends to execute the construction of a dam to float pulpwood at Forestville, Saguenay County, P.Q.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the nature of the work and the land which will be affected by such work has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Saguenay at Tadoussac.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Petitioner,
ANGLO-CANADIAN PULP AND PAPER,
MILLS, LIMITED,
THEO. CARON,
33039-o Chief Forster.

NOTICE

(Professional Syndicate's Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de L'U.C.C. de St-Fidèle", for the study, defence, and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on July 21, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Fidèle, county of Charlevoix.

JEAN BRUCHÉSI,
33049 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that by Order in Council dated July 23, 1952, "The Western Assurance Company" has been authorized to become surety in the Province of Quebec, and this pursuant to the provisions of the Guarantee Companies Act, chapter 285, of the Statutes of Quebec, 1941.

The head office of the said company in the Province is situate at 507, Place d'Armes, Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, August 11, 1952.

JEAN BRUCHÉSI.
33053 Under Secretary of the Province.

DESJARDINS EXPRESS INC.

Amendments to by-laws No. 3A and 3D increasing the number of directors of the company from 3 to 5, and that the quorum be three directors.

Certified true copy of the amendments adopted at a meeting of the directors and at a special

blée spéciale des actionnaires tenues le 10 septembre 1951.

33064-o Le Secrétaire,
J. P. DESJARDINS

SUPREME FOOD PRODUCTS LIMITED

Règlement numéro 57

Un règlement modifiant le nombre des directeurs

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes décrété comme un règlement de la compagnie Supreme Food Products Limited, ci-après nommée la "compagnie" ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre de manière à ce que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de quatre directeurs.

2. Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3. Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés pour donner effet à ce règlement.

Passé par les directeurs, ce 16e jour de juin 1952.

33065 Le Président,
C. F. CUNNINGHAM.
Le Secrétaire,
EDW. N. JOHNSON.

meeting of the shareholders held on the 10th of September, 1951.

33064 J. P. DESJARDINS,
Secretary.

SUPREME FOOD PRODUCTS LIMITED

By-law Number 57

A By-law varying the number of Directors.

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of Supreme Food Products Limited, hereinafter called the "Company" as follows:

1. The number of Directors of the Company be and the same is hereby increased from three to four so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of four Directors.

2. Three Directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Passed by the Directors this 16th day of June, 1952.

33065-o C. F. CUNNINGHAM,
President.
EDW. N. JOHNSON,
Secretary.

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, Cour Supérieure. Dame Cécile Gauthier, demanderesse; vs Lucien Blanchette; défendeur.

AVIS

Dame Cécile Gauthier, épouse de Lucien Blanchette, industriel des cité et district des Trois-Rivières, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Les Trois-Rivières, le 6 août 1952.

33048-o L'Avocat de la demanderesse,
RICHARD RIOUX.

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, Superior Court. Dame Cécile Gauthier; plaintiff vs Lucien Blanchette, defendant.

NOTICE

Dame Cécile Gauthier, wife of Lucien Blanchette, industrialist of the city and district of Trois-Rivières, has entered against her husband an action for separation as to property.

Trois-Rivières, August 6, 1952.

33048 RICHARD RIOUX,
Attorney for the plaintiff.

Chartes — Abandon de

MAIN BUILDING CORPORATION

Avis est par les présentes donné, que la compagnie "Main Building Corporation", s'adressera au Lieutenant-gouverneur de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte, à compter d'une date qu'il plaira au Lieutenant-gouverneur de fixer.

Daté à Montréal ce 6e jour d'août 1952.

33040 Le Secrétaire,
JOE LIEBOF.

Avis vous est donné que conformément à la Loi des compagnies de Québec, Victoria Lumber Ltd., demandera la permission d'abandonner sa charte.

Victoriaville, le 11 août 1952.

33054-o Le Secrétaire,
GERMAIN LACOURCIÈRE.

Charters — Surrender of

MAIN BUILDING CORPORATION

Notice is hereby given that "Main Building Corporation", will make application to the Lieutenant-Governor of Quebec for acceptance of the surrender of its Charter as and from the date to be fixed by the Lieutenant-Governor.

Dated at Montreal, this 6th day of August, 1952.

33040-o JOE LIEBOF,
Secretary.

Notice is hereby given that in conformity with the Quebec Companies' Act, Victoria Lumber Ltd., will apply for leave to surrender its charter.

Victoriaville, August 11, 1952.

33054 GERMAIN LACOURCIÈRE,
Secretary.

ALLARD LAKE (QUEBEC) MINES, LTD.

Allard Lake (Quebec) Mines, Ltd., une compagnie constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social dans la cité de Montréal, donne avis, par les présentes, qu'elle s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec pour permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la loi des Compagnies de Québec.

Daté à New York, N. Y. ce 29 jour de juillet, 1952.

(Sceau)
33056-o

Le Secrétaire,
ROBERT C. SULLIVAN.

ALLARD LAKE (QUEBEC) MINES, LTD.

Notice is hereby given that "Allard Lake (Quebec) Mines, Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at New York, N. Y., this 29th day of July, 1952.

(Seal)
33056-o

ROBERT C. SULLIVAN,
Secretary.

Compagnie autorisée à faire
des affaires

Avis est donné que la compagnie "Edmund A. Prentis, Lazarus, White, Charles B. Spencer, Inc.", a été dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et la compagnie sera sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

Son agent principal dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. Wendell H. Laidley, C.R., 507 Place d'Armes, en la cité de Montréal.

Le bureau principal dans la Province est à A/s de M. M. Wainwright, Elder, Laidley, Leslie, Chipman & Bourgeois, avocats, 507 Place d'Armes, en la cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 août 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33025 JEAN BRUCHÉSI.

Company Licensed to do
Business

Notice is hereby given that the company "Edmund A. Prentis, Lazarus, White, Charles B. Spencer, Inc.", has been duly licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

Its chief agent, in the Province, for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. Wendell H. Laidley, Q.C., 507 Place d'Armes, in the City of Montreal.

The head office in the Province is to be established at C/o Messrs. Wainwright, Elder, Laidley, Leslie, Chipman & Bourgeois, Advocates, 507 Place d'Armes, in the City and Judicial District of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, on 12th of August, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
33035-o Undre-Secretary of the Province.

Demande à la Législature

Avis est par les présentes donné que Dame Marie Henriette Eugénie Starnes de la cité et du district de Montréal, veuve de Joseph Armand Auguste Larocque, en son vivant rentier, de ladite cité et du district de Montréal, Dame Pauline Larocque, épouse du baron Stanislas d'Halewyn, rentier, de la cité de La Flèche, département de la Sarthe, France, autorisée par son dit époux; Dame Berthe Larocque, de ladite cité et du district de Montréal, veuve de Basil Hingston, en son vivant agent, de ladite cité et du district de Montréal et Pierre Beullac, avocat et conseil de la Reine, du même lieu, respectivement la grevée, les appelés et le curateur à la substitution créée par le contrat de mariage entre ladite Dame Marie Henriette Eugénie Starnes et feu son dit époux, s'adresseront à la législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour la passation d'une loi ratifiant et déclarant obligatoire pour les appelés définitifs le bail consenti par les sus dits requérants à Léandre Lippens, pharmacien de Rosemont, district de Montréal et Omer Cardinal, restaurateur de St-Lambert, district de Montréal, par acte devant Mre Ernest Cameron Common, notaire public à

Application to Legislature

Notice is hereby given that Dame Marie Henriette Eugénie Starnes, of the city and district of Montreal, widow of Joseph Armand Auguste Larocque, in his lifetime of the city and district of Montreal, gentleman, Dame Pauline Larocque, wife of Baron Stanislas D'Halewyn, of the city of La Flèche, Department of Sarthe, France, gentleman, duly authorized by her said husband; Dame Berthe Larocque, of the said City and district of Montreal, widow of Basil Hingston, in his lifetime of the said city and district of Montreal, agent and Pierre Beullac, of the same place, advocate and Queen's Counsel, respectively the institute, the substitutes and the curator to the substitution created by the marriage contract between the said Dame Marie Henriette Eugénie Starnes and her said late husband, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of a bill confirming and making it obligatory for the final substitutes a lease granted by said petitioners to Léandre Lippens of Rosemont, district of Montreal, druggist, and Omer Cardinal of St. Lambert, district of Montreal, restaurant keeper, by deed passed before Mre Ernest Cameron Common,

Montréal, le 5 juin 1952, d'un immeuble situé dans la cité de Montréal appartenant à ladite substitution.

on June 5th 1952, of a property situate in the city of Montreal belonging to the said substitution.

Montréal, le 6 août 1952.
Le Procureur des requérants,
33044-33-4-o PIERRE BEULLAC.

Montreal, August 6th, 1952.
PIERRE BEULLAC,
33044-33-4-o Attorney for the petitioners.

Députés élus

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Québec, le 11 août 1952.

Je donne par les présentes avis que les collèges électoraux suivants ont élu députés les candidats ci-après désignés, pour les représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

MONTREAL-SAINTE-LOUIS

Monsieur David (Dave) Rochon, agent, 5418, rue Jeanne-Mance, Montréal.

ROUYN-NORANDA

Monsieur Guy Dallaire, industriel, 144, Chemin Macamic, Noranda, P.Q.

Le Président général des élections,
33050-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Members Elected

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING OFFICER

Quebec, August 11th, 1952.

I hereby give notice that the candidates herein after mentioned have been returned as deputies to represent the following electoral divisions in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

MONTREAL-ST. LOUIS

Mr. David (Dave) Rochon, agent, 5418, Jeanne-Mance St., Montreal.

ROUYN-NORANDA

Mr. Guy Dallaire, Trader, 144, Macamic Road, Noranda, P.Q.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.
33050-o Chief Returning-Officer.

Département des Affaires municipale

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 7 juillet 1952 du conseil municipal de St-François-Xavier-de-Viger, comté de Rivière-du-Loup, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 6 août 1952, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 6 août 1952.
Le Ministre des Affaires municipales,
33037-o BONA DUSSAULT.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution of July 7, 1952, of the Municipal Council of St-François-Xavier-de-Viger, county of Rivière-du-Loup, and pursuant to the provisions of Article 130, of the Municipal Code, he has enacted, under date of August 6, 1952, that the publications of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 131, of the Municipal Code, (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, August 6, 1952.
BONA DUSSAULT,
33437 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction publique

11 août 1952.

Demande est faite d'ériger en une municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de "La Municipalité scolaire protestante de Compton-Waterville, dans le comté de Compton", le territoire suivant:

Rang I, lots 13 à 28.
Rang II, lots 13 à 28.
Rang III, lots 12 à 28.
Rangs IV à X inclusivement, lots 1-28; tous les lots inclusivement.

Department of Education

August 11th, 1952.

Application is made to erect into a separate and distinct school municipality for Protestants only under the name of "The Protestant School Municipality of Compton-Waterville, in the County of Compton", the following territory:

Range I, lots 13 to 28.
Range II, lots 13 to 28.
Range III, lots 12 to 28.
Ranges IV to X inclusive, lots 1-28; all lots inclusive.

Ce territoire comprend tout le territoire des municipalités scolaires protestantes actuelles du canton Compton et de Waterville.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
33057-33-2 O. J. DESAULNIERS.

N° 708-51.

Québec, le 8 août 1952.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 30 juillet 1952, de détacher de la municipalité scolaire de Grondines, N° 2, Village, dans le comté de Portneuf, les lots numéros 41, 42 et 43 du cadastre officiel de la paroisse de Grondines, et de les annexer à la municipalité scolaire de Grondines, N° 1, paroisse, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
33061-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1249-50.

Québec, le 11 août 1952.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 30 juillet 1952, de détacher de la municipalité scolaire d'Inverness, dans le comté de Mégantic, les lots 312 et 313 du rang V (5) du canton d'Inverness et de les annexer à la municipalité scolaire du village d'Inverness, même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
33061-o O. J. DESAULNIERS.

N° 247-52.

Québec, le 8 août 1952.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 30 juillet 1952, de former en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Lac Lemoine", dans le comté d'Abitibi-Est, le territoire suivant du canton Dubuison, savoir:

Tous les lots des rangs I à V (1 à 5) du Lac Lemoine à la limite est dudit canton qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire;

Le territoire suivant qui sera détaché de la municipalité scolaire de Saint-Bernard, savoir:

Les lots du rang VI (6) compris entre le Lac Lemoine à la limite est du même canton. Les lots du rang VII (7) compris entre le Lac Lemoine au lot 56 inclusivement; en plus, la demie sud des lots 57 à 62 inclusivement du même rang. Les lots du rang VIII (8) à compter du Lac Lemoine, de la rivière Piché ou Thompson au lot 56 inclusivement. Dans le rang IX (9), les lots 40 à 43 inclusivement, situés au sud du Lac Montigny.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
33061-o O. J. DESAULNIERS.

N° 635-50.

Québec, le 8 août 1952.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 30 juillet 1952, de changer le nom de la municipalité scolaire "Des Boules", dans le comté de Matane, en celui de "Les Boules".

This territory comprises all the territory of the present Protestant school municipalities of Compton Township and Waterville.

O. J. DESAULNIERS,
33057-33-2-o Superintendent of Education.

No. 708-51.

Quebec, August 8, 1952.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by order in council dated July 30, 1952, to detach from the School Municipality of Grondines, No. 2, Village, in the county of Portneuf, lots Nos. 41, 42 and 43 of the official cadastre for the parish of Grondines, and to annex them to the school municipality of Grondines, No. 1, Parish, same county.

The said order in council to become effective on the first of July, 1953.

O. J. DESAULNIERS,
33061 Superintendent of Education.

No. 1249-50.

Quebec, August 11, 1952.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order-in-Council dated July 30, 1952, to detach from the school municipality of Inverness, in the county of Mégantic, lots 312 and 313 of range V (5) of the township of Inverness, and to annex them to the school municipality of the Village of Inverness, same county.

The said Order-in-Council to become effective on the first of July, 1953.

O. J. DESAULNIERS,
33061 Superintendent of Education.

No. 247-52.

Quebec, August 8, 1952.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order-in-Council, dated July 30, 1952, to erect into a separate school municipality under the name of "Lac Lemoine", in the county of Abitibi-East, the following territory, of the township of Dubuison, to wit:

All the lots of Ranges I to V (1 to 5) of Lake Lemoine to the Eastern limits of the said township which are not as yet organized as regards schools.

The following territory which shall be detached from the school municipality of Saint-Bernard, to wit:

The lots of range VI (6) comprised between Lake Lemoine as far as the east limit of the same township. The lots of range VII (7) comprised between Lake Lemoine up to lot 56 inclusively; moreover, the south-half of lots 57 to 62 inclusively of the same range. Lots of range VIII (8) from Lake Lemoine, from the Piché or Thompson River to lot 56 inclusively. In range IX (9) lots 40 to 43 inclusively, situate to the south of Lake Montigny.

The said Order-in-Council to become effective on the first of July, 1953.

O. J. DESAULNIERS,
33061 Superintendent of Education.

No. 635-50.

Quebec, August 8, 1952.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated July 30, 1952 to change the name of the school municipality of "Des Boules", in the county of Matane, into that of "Les Boules".

Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
33061-o O. J. DESAULNIERS.

No. 469-52

Québec, le 8 août 1952.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 30 juillet 1952, de détacher de la municipalité scolaire de la Paroisse de Sacré-Cœur de Jésus, dans le comté de Stanstead, les lots 577 et 578 du cadastre officiel du canton de Stanstead, et de les annexer à la municipalité scolaire catholique de Beebe-Plain, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
33061-o O. J. DESAULNIERS.

N° 617-52.

Québec, le 8 août 1952.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 30 juillet 1952, de changer le nom de la municipalité scolaire de "Partie-Est-du-Village-de-Lauzon", dans le comté de Lévis, en celui de "Sainte-Bernadette-Soubirous", même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
33061-o O. J. DESAULNIERS.

N° 985-51.

Québec, le 8 août 1952.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 30 juillet 1952, de détacher de la municipalité scolaire catholique de St-Ephrem-de-Fitch-Bay, dans le comté de Stanstead, les lots suivants du cadastre officiel du canton de Stanstead, portant les numéros 433, 433-A, 435, 436-A, 436-B, 437, 439, 534 et la partie du lot N° 434 appartenant à monsieur Joseph Lachance, et de les annexer à la municipalité scolaire catholique de Beebe-Plain, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
33061-o O. J. DESAULNIERS.

N° 984-51.

Québec, le 8, août 1952.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 30 juillet 1952, de détacher de la municipalité scolaire de la Paroisse de St-Joseph-d'Alma, dans le comté du Lac St-Jean, les lots suivants du cadastre officiel du canton Delisle, et de les annexer à la municipalité scolaire du Village de Naudville, dans le même comté, savoir:

"Les lots un, deux, trois-A, trois-B, quatre, cinq, six-A, six-B, sept-A, sept-B, sept-C, huit-A, huit-B et neuf-A (1, 2, 3A, 3B, 4, 5, 6A, 6-B, 7A, 7B, 7C, 8A, 8B, 9A) du rang quatre (4) de l'Île d'Alma, au cadastre officiel du canton Delisle."

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
33061-o O. J. DESAULNIERS.

The said order in council to become effective eight days after the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 469-52.

Quebec, August 8, 1952.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated July 30, 1952, to detach from the school municipality of the parish of Sacré-Cœur de Jésus, in the county of Stanstead, lots 577 and 578 of the official cadastre of the township of Stanstead and to annex them to the catholic school municipality of Beebe Plain, same county.

The said order in council will become effective on the first of July, 1953.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 617-52.

Québec, August 8, 1952.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated July 30, 1952, to change the name of the school municipality of the "Partie-Est-du-Village-de-Lauzon", in the county of Lévis, into that of "Sainte-Bernadette-Soubirous", same county.

The said order in council to become effective eight days after the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 985-51.

Quebec, August 8, 1952.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased, by Order in Council dated July 30, 1952, to detach from the Catholic school municipality of Saint-Ephrem-de-Fitch-Bay, in the county of Stanstead, the following lots of the official cadastre for the township of Stanstead, bearing Nos. 433, 433-A, 435, 436-A, 436-B, 437, 439, 534 and that part of lot No. 434 belonging to Joseph Lachance, and to annex them to the Catholic school municipality of Beebe Plain, same county.

The said Order-in-Council to become effective on the First of July, 1953.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 984-51.

Quebec, August 8, 1952.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order-in-Council dated July 30, 1952, to detach from the school municipality of the parish of St-Joseph d'Alma, in the county of Lake St-John, the following lots of the official cadastre of the township of Delisle and to annex them to the school municipality of the Village of Naudville, in the same county, to wit:

Lots one, two, three-A, three-B, four, five, six-A, six-B, seven-A, seven-B, seven-C, eight-A, eight-B and nine A (1, 2, 3A, 3B, 4, 5, 6A, 6B, 7A, 7B, 7C, 8A, 8B, 9A) of the fourth range (4), of the Isle of Alma, on the official cadastre of the township of Delisle.

The said Order-in-Council to become effective on the First of July, 1953.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Mines

RÉVOCATION DE CONCESSIONS MINIÈRES

Avis est donné qu'en vertu de l'article 50 de la Loi des Mines de Québec, et à la suite du défaut de remplir les conditions déterminées par les dispositions de la Loi, la location minière couvrant les lots 44, 45 et 46, rang I, village des Sept-Iles, canton Letellier, sera annulée et que les concessions redeviendront la propriété de la Couronne, si les impôts arriérés et les frais de publication ne sont pas payés dans les six mois de la publication de cet avis.

Québec, le 11 août 1952.

Le Sous-Ministre des Mines,
33062-33-4-o A. O. DUFRESNE.

Mines

CANCELLATION OF MINING CONCESSIONS

Notice is hereby given that under Section 50 of the Quebec Mining Act, and in default of the performance of the conditions determined by this provision of the law, the mining location covering the lots 44, 45 and 46, range I, village des Sept-Iles, Letellier township, sold in location minière on the 7th of November 1901, will be cancelled and the concession shall revert to the Crown, if the taxes in arrears and the costs of publication are not paid within six months of the first publication of this notice.

Quebec, August 11th 1952.

A. O. DUFRESNE,
Deputy-Minister of Mines.

Département des Terres et Forêts Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que le bloc B est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 août 1952.

Le Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
33038-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official cadastre of the parish of Chicoutimi, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that block B has been cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August 4, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
33038-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel du canton Jonquière, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que le Bloc A est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 août 1952.

Le Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
33038-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official cadastre of Township of Jonquière, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that block A has been cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August 4, 1952.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,
33038-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Roch Nord, (Cité de Québec), division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 440-A-4-4 et une partie des lots 440-A-4, 440-A-4-9, 440-A-10, 440-A-18, 440-A-19 sont annulés et le lot 605 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 juillet 1952.

Le Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
33038-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Roch Nord, (Quebec city) registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 440-A-4-4 and part of lots 440-A-4, 440-A-4-9, 440-A-10, 440-A-18, 440-A-19 are cancelled and lot 605 has been added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, July 18, 1952.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,
33038-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Examens des Agronomes — Agronomists Examinations

LA CORPORATION DES AGRONOMES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

ASPIRANTS À L'ÉTUDE DE L'AGRONOMIE

CANDIDATES TO THE STUDY OF AGRICULTURE

Tableau contenant les noms, prénoms, âge et domicile des aspirants à l'étude de l'agronomie, ainsi que le nom des institutions où ils ont étudié.

Table containing the names, surnames, age and residence of candidates to be study of Agriculture and also the name of the institutions where they have studied.

Noms et prénoms Names and surnames	Domicile Residence	Age	Institutions
Archambault, Louis-Jules..	4905, Sherbrooke-ouest, Westmount.	20	Vincent Collège, Montréal.
Belzile, René.....	Normandin.....	22	Université d'Ottawa.
Bertrand, Léo.....	2, ave de l'Église, Ville St-Laurent..	28	Collège Ste-Marie.
Boisvert, Chs-Eugène.....	Cap-de-la-Madeleine.....	21	Académie Pierre Boucher.
Bordeleau, Paul.....	L'Assomption.....	18	Collège Roussin.
Bouffard, Eric J.....	Étang du Nord, Magdalen Islands...	23	MacDonald College.
Carmichael, Hugh Phillip...	4 Merton Cres, Hampstead.....	19	The Catholic High School.
Cloutier, Bertrand.....	1451, Ste-Elizabeth, Montréal.....	19	Institut Agricole d'Oka.
Combret, Robert.....	Agricultural Substation Woodslee (Essex) Ont.....	21	Ecole Supérieure d'Orientalion 1949-1951, Paris.
Côté, Paul-Émile.....	184, Bourbeau, Asbestos.....	23	Ecole Universelle d'Orientalion.
Desautels, Paul-Émile.....	2350, Springland, Montréal.....	19	Ecole Supérieure St-Henri.
Desrochers, Gilles.....	St-Jacques, Cté Montcalm.....	22	Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Dubé, Armand.....	Squatteck, Cté Témiscouata.....	27	Grand Séminaire.
Evans, John William.....	515, Landsdowne Ave, Montréal....	18	Sedberg School, Montebello.
Faucheret, Alain.....	83, rue Dionne, St-Simon de Drum- mondville.....	20	Séminaire de Ste. Thérèse.
Ferron, Pierre.....	990, St-Maurice, App. 3, Trois- Rivières.....	20	Séminaire des Trois-Rivières.
Forget, Jean-Jacques.....	Grenville, Cté Argenteuil.....	20	Institut Agricole d'Oka.
Gabreau, Gabriel S.....	7063 St-Denis, Montréal.....	20	Institut Agricole d'Oka.
Gagné, Pierre.....	231 McDougall, Montréal.....	19	Institut Agricole d'Oka.
Gagnon, Camilien.....	St-Maurice, Cté Champlain.....	22	Séminaire des Trois-Rivières.
Girouard, G.-Emile.....	Ste-Barbe, Cté Huntingdon.....	18	Séminaire de Valleyfield.
Gosselin, Raymond.....	5729, Laurendeau, Montréal.....	16	Ecole Supérieure St-Henri.
Groves, Stanley.....	5359, Verdun Ave., Verdun.....	18	Verdun High School.
Guay, René.....	720, 11ième rue, Limoilou, Québec ..	24	Externat Classique St-Jean Eudes.
Hamel, Paul-Yvon.....	980, Cherrier, Montréal.....	18	Collège Notre-Dame.
Hindle, Robert B.....	3471, Hingston Ave., Montréal.....	17	Montreal High School.
Hobbs, William.....	40, Orrin Ave., Ottawa.....	20	Ottawa Technical High School.
James, de Vere.....	41, Prinsenstraat, San Nicolas, Aruba, N. W. I.....	34	St. Vincent Grammar School.
Lafamme, Yvon.....	692, 11ième rue, Québec.....	21	Institut Agricole d'Oka.
Lamothe, Jean.....	7655, Christophe Colomb, Montréal ..	23	Séminaire des Trois-Rivières.
Lapointe, Paul.....	Ste-Sabine, Cté Bellechasse.....	25	Scolasticat Saint-Joseph
Legault, Maurice.....	2187, rue Dorion, Montréal.....	21	Collège Jean-de-Brébeuf.
Léonard, Pierre.....	771a, Querbes, Outremont.....	21	Institut Agricole d'Oka.
Mailloux, Marcel.....	Rivière-du-Loup.....	20	Ecole Mgr Taché.
Matte, Jean-Marius.....	Neuville, Cté Portneuf.....	24	Institut Agricole d'Oka.
Milord, Jean-Marie.....	2123, Wurtèle, Montréal.....	25	Collège St-Laurent.
Nadeau, Joseph-Marie.....	St-Godefroi, Cté Bonaventure.....	21	Séminaire de Gaspé.
Paré, Jean-Pierre.....	Saint-André, Cté Argenteuil.....	17	Institut Agricole d'Oka.
Phillips, Desmond R.....	4250, Marcell Ave., Montréal.....	21	Grenada Boys Secondary School.
Pilon, Guy.....	10859, boul. St-Vital, Montréal-Nord.	20	Collège Ste-Marie.
Rose, John A. M.....	Stanstead.....	22	Stanstead Wesleyan College.
Rousseau, Marcel.....	159, Thibeault, Cap-de-la-Madeleine	25	Ecole Lebel.
Roy, Conrad.....	St-Vallier, Cté Bellechasse.....	21	Institut Agricole d'Oka.
St-Laurent, Roland.....	Windsor, Cté Richmond.....	22	Collège Notre-Dame d'Ayer's Cliff.
Sauvageau, Marc.....	593, St-Louis, Joliette.....	22	Séminaire de Joliette.
Thiboutot, Hector.....	Ste-Hélène, Cté Kamouraska.....	23	Collège de Ste-Anne-de-la-Pocatière
Trudeau, Claude.....	Ste-Julie, Cté Verchères.....	19	Collège St-Joseph.
Vassiadis, Andreas Z.....	3406, Northcliffe Ave., Apt. 7, Mont- réal.....	22	Abet High School Cairo-Egypt.
Veary, Norman Allan.....	23, Beaudet, St. Laurent.....	20	St. Laurent High School.

Montréal 1, le 1er août 1952.

Le Secrétaire-trésorier
de La Corporation des Agronomes
de la Province de Québec.

33047-33-2-o

RENÉ MONETTE.

Montreal 1, August 1st, 1952.

RENÉ MONETTE,
Secretary-Treasurer
of La Corporation des Agronomes
de la Province de Québec.

Ministère des Finances

Assurances

Department of Finance

Insurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENTNOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE
OF REGISTRATION

Avis est donné par les présentes que "The Minnesota Mutual Life Insurance Company", Notice is hereby given that "The Minnesota Mutual Life Insurance Company", registered

enregistrée sous le numéro 530, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 572 qui l'autorise, à compter du 1er juillet 1952, à effectuer dans la Province des contrats relatifs à l'assurance sur la vie.

Le siège social de la compagnie est situé à St. Paul, Etat de Minnesota, États Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé M. Walter Creighton Leggat, 901 Carré Victoria, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 31 juillet 1952.

Pour le Ministre des finances de la Province,

GEORGES LAFRANCE,

33020-32-2-0 Surintendant des assurances.

under number 530, has obtained the license and certificate of registration number 572 authorizing it, as from the 1st of July 1952, to undertake in the Province contracts of Life insurance.

The head office of the company is situate at St. Paul, State of Minnesota, United States of America.

The company has appointed Mr. Walter Creighton Leggat, 901 Victoria Square, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 31st of July 1952.

For the Minister of Finance of the Province

GEORGES LAFRANCE,

33020-32-2-0 Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que "The Missisquoi and Rouville Insurance Company — La Compagnie d'Assurance Missisquoi et Rouville", constituée en corporation par la loi 15 Geo. VI, chapitre 72, des Statuts du Canada et enregistrée sous le numéro 529 a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 573 qui l'autorise, à compter du 1er juillet 1952, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Incendie et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défektivité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle limitée, ouragan, température, tremblement de terre.

Le siège social de la compagnie est situé à Frelighsburg, province de Québec.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 31 juillet 1952.

Pour le Ministre des finances de la Province,

GEORGES LAFRANCE,

33020-32-2-0 Surintendant des assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "The Missisquoi and Rouville Insurance Company — La Compagnie d'Assurance Missisquoi et Rouville", incorporated by the Act 15 Geo. VI, chapter 72, of the Statutes of Canada, and registered under number 529, has obtained the license and certificate of registration number 573 authorizing it, as from the 1st of July 1952, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, impact by vehicles, limited hail, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm.

The head office of the company is situate at Frelighsburg, Province of Quebec.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 31st of July, 1952.

For the Minister of Finance of the Province,

GEORGES LAFRANCE,

33020-32-2-0 Superintendent of Insurance.

Ordre de Cour

Canada, province de Québec, district de Québec, cour de Magistrat, N° 155-182. Dr. Paul Laroche, médecin de Québec, demandeur; vs Gabrielle Poulin, de Québec en sa qualité d'exécutrice testamentaire à la succession d'Andréa Poulin, défenderesse es-qual.; et La dite Gabrielle Poulin, tierce-saisie, et Dame Athala Gagnon, de Québec, veuve d'Arthur Cloutier, entrepreneur de funérailles, du même lieu, faisant affaire sous les nom et raison sociale de Arthur Cloutier & Fils Enr., opposants.

Avis aux créanciers du saisi.

Les créanciers de la succession d'Andréa Poulin, de Québec, sont invités à déposer leurs réclamations, avec titres à l'appui, dans la quinzaine de la première insertion des présentes, au greffe de la Cour de Magistrat, à Québec, entre les mains du greffier, le tout conformément à 673 et 674 C.P.

Par ordre de Monsieur le magistrat Maurice Pelletier, le 6 août 1952.

33045-33-2-0

Dept., G. C. M.,
J. E. ROBITAILLE.

Rule of Court

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Magistrate's Court, N°. 155-182. Dr. Paul Laroche, physician of Quebec, plaintiff; vs Gabrielle Poulin of Quebec, in her quality of testamentary executor to the estate of Andréa Poulin, defendant-es-qual.; and The said Gabrielle Poulin, garnishee; and Dame Athala Gagnon, of Quebec, widow of Arthur Cloutier, funeral undertaker of the same place, doing business under the firm name and style of Arthur Cloutier & Fils Enr. Opposants.

Notice to Creditors of the seized

The creditors of the estate of Andréa Poulin, of Quebec, are invited to file their claims, with vouchers, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice, at the office of the Magistrate's Court, in Quebec, with the clerk, the whole pursuant to 673 and 674 C.P.

By order of the Magistrate, Mr. Maurice Pelletier, August 6, 1952.

33045-33-2

J. E. ROBITAILLE,
Dept., C. M. C.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine de Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers. Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner.

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur
général-suppléant,
C.-E. CANTIN,

ATTENDU, que sous l'autorité des dispositions de l'article 2 de la loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie et le district électoral de Saguenay, (12 George VI, chapitre 37 et 14-15 George VI, chapitre 39), le ministre des Terres et Forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi révisés dans le district de Saguenay, d'un partie du cadastre officiel du canton des Escoumains, comprenant tous les lots des Rangs A et I;

ATTENDU que, conformément aux dispositions des articles 2 et 3 de ladite loi, il a fait déposer:

1° les originaux des plan et livre de renvoi révisés, aux archives du département des terres et forêts, le 29 juillet 1952;

2° une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

a) au bureau de la division d'enregistrement de Saguenay, à Tadoussac, le 1er août 1952;

b) au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale des Escoumains, à Escoumains, le 1er août 1952;

ATTENDU qu'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue par l'article 4 de ladite loi;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil numéro 825 du 7 août 1952. Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, déclarons et ordonnons l'application à la partie du cadastre officiel du canton des Escoumains, désignée ci-dessus, dans le district électoral de Saguenay, des dispositions de la Loi relative aux titres de propriétés dans la Gaspésie et le district électoral de Saguenay (12 George VI, chapitre 37 et 14-15 George VI, chapitre 39) et la publication de la présente proclamation.

A) Fixant au vingt-cinq août 1952, la date de l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi révisés pour la partie ci-haut décrite dans le canton des Escoumains, municipalité des Escoumains;

B) indiquant qu'une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi révisés a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Saguenay, à Tadoussac, et au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale des Escoumains, à Escoumains;

C) informant le public que, pendant les huit mois qui suivent la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, tout intéressé peut consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi révisés;

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH the SECOND by the Grace of God, Queen of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas. Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

C. E. CANTIN,
Acting Deputy
Attorney General

WHEREAS, under the authority of the provisions of section 2 of the Act respecting title-deeds in the Gaspesian area and the electoral district of Saguenay, (12 George VI, chapter 37 and 14-15 George VI, chapter 39), the Minister of Lands and Forests has caused to be drawn up a revised plan and book of reference in the electoral district of Saguenay, of a part of the official cadastre for the township of Escoumains, comprising all the lots of Ranges A and I;

WHEREAS, pursuant to the provisions of sections 2 and 3 of the said Act, he has caused to be deposited:

1. the originals of the revised plan and book of reference, in the archives of the Department of Lands and Forests, on July 29, 1952;

2. a certified copy of said plan and book of reference;

a) at the office of the Registration Division of Saguenay, at Tadoussac, on the 1st of August, 1952;

b) at the office of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Escoumains, at Escoumains, on the 1st of August, 1952;

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation provided by section 4 of the said Act;

THEREFORE, with the advice and consent of the Executive Council, expressed in the order in council number 825 of the 7th of August, 1952. We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain the application to the part of the official cadastre for the township of Escoumains, described above, in the electoral district of Saguenay, of the provisions of the Act respecting title-deeds in the Gaspesian area and the electoral district of Saguenay (12 George VI, chapter 37 and 14-15 George VI, chapter 39) and the publication of the present proclamation.

A) Fixing to the twenty-fifth of August, 1952, the date of the coming into force of the revised plan and book of reference for the part above described in the township of Escoumains municipality of Escoumains;

B) indicating that a certified copy of the said revised plan and book of reference has been deposited in the office of the Registration Division of Saguenay, at Tadoussac, and at the office of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Escoumains, at Escoumains;

C) informing the public that during the eight months following the second and last publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, any interested person may consult the said revised plan and book of reference without charge;

D) portant notification que, à l'expiration de ce délai et à moins d'opposition écrite d'un intéressé, le ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant d'un immeuble inscrit au plan et livre de renvoi révisés de cette partie du canton des Escoumains, ci-haut décrite;

E) ordonnant que tout droit réel affectant un lot compris dans le cadastre ci-haut mentionné, pour lequel des plan et livre de renvoi révisés ont été déposés, soit renouvelé dans le même délai en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172A du code civil;

F) informant aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'auront aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits seront régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquences.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce septième jour d'août en l'année mil neuf cent cinquante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
33066-33-2-o JEAN BRUCHÉSI.

D) giving notice that at the expiration of such delay and except in the case of a written opposition from an interested party, the Minister of Lands and Forests will deliver a certificate of ownership to any occupant of an immoveable entered on the revised plan and in the book of reference of this part of the township of Escoumains, above described;

E) ordering that any real right affecting a lot comprised in the cadastre above mentioned for which a revised plan and book of reference have been deposited, be renewed within the same delay, in the manner prescribed by articles 2172 and 2172-A of the Civil Code.

F) also informing the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights are regularly registered.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At our Government House in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this seventh day of August, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-two and the first year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
33066-33-2 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Province de Québec — District de Montréal

ARGO CONSTRUCTION LTD.

Avis de situation du siège social

Avis est donné que la compagnie "Argo Construction Ltd.", constitué en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 27e jour de juin 1952, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à chambre 1020, 660, ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 13e jour de juillet, 1952.

ARGO CONSTRUCTION LTD.,

par: Le Secrétaire,

33041 P. R. D. MACKELL.

Canada, Province de Québec
District de Montréal

Avis est par les présentes donné, que la compagnie "McFadyen & Fisher Inc.", constituée en corporation par lettres patentes de Québec, le 19 mai 1952, a établi son siège social à 660 ouest, rue Ste-Catherine, chambre 335, Montréal, Québec.

Le Président,
GEO. H. FISHER.

33042

Head Offices

Province of Quebec — District of Montreal

ARGO CONSTRUCTION LTD.

Notice of the situation of the head office

Notice is hereby given that "Argo Construction Ltd.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies' Act, on the 27th day of June, 1952, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, has established its office at Room 1020, 660 St. Catherine Street West, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 13rd day of July, 1952.

ARGO CONSTRUCTION LTD.,

per P. R. D. MACKELL,

33041-o Secretary.

Canada, Province of Quebec
District of Montreal

Notice is hereby given that "McFadyen & Fisher Inc.", incorporated by Quebec letters patent on May 19th, 1952, has established its head office at 660 St. Catherine St. West, Room 335, Montreal, Quebec.

GEO. H. FISHER,
President.

MARIETTE MINES LTD.
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie "Mariette Mines Ltd." (No Personal Liability) constituée en corporation par Lettres Patentes, en date du 10 juillet 1952, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau à 159 ouest, rue Craig, Chambre 616.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce onzième jour du mois d'août 1952.

Le Secrétaire,
PAULINE CABANA. 33063-o

MARIETTE MINES LTD.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Mariette Mines Ltd." (No Personal Liability), company incorporated by Letters Patent on the 10th of July, 1952, and having its chief place of business in Montreal, Province of Quebec, has established its office at 159 Craig Street West, Suite 616.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Montreal, this eleventh day of August 1952.

PAULINE CABANA,
Secretary. 33063-o

Soumissions

Province de Québec

VILLE DE STE-FOY
(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Joseph Morin, greffier, Hôtel de ville de Ste-Foy, comté de Québec jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 2 septembre 1952, pour l'achat de \$100,000.00 d'obligations de la ville de Ste-Foy, comté de Québec, datées du 1er septembre 1951 et remboursables par séries du 1er septembre 1953 au 1er septembre 1971 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$100,000 — 19 ans.

Année	Capital
1er septembre 1953.....	\$6,000.00
1er septembre 1954.....	6,000.00
1er septembre 1955.....	6,000.00
1er septembre 1956.....	6,000.00
1er septembre 1957.....	5,500.00
1er septembre 1958.....	5,500.00
1er septembre 1959.....	6,000.00
1er septembre 1960.....	6,000.00
1er septembre 1961.....	6,500.00
1er septembre 1962.....	7,000.00
1er septembre 1963.....	7,000.00
1er septembre 1964.....	7,500.00
1er septembre 1965.....	7,500.00
1er septembre 1966.....	7,500.00
1er septembre 1967.....	2,000.00
1er septembre 1968.....	2,000.00
1er septembre 1969.....	2,000.00
1er septembre 1970.....	2,000.00
1er septembre 1971.....	2,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Ste-Foy.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF STE-FOY
(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned Joseph Morin, clerk, Town Hall of Ste-Foy, county of Quebec, until 8 o'clock p.m., Tuesday, September 2, 1952, for the purchase of an issue of \$100,000.00 of bonds of the town of Ste-Foy, county of Quebec dated September 1st, 1951, and redeemable serially from September 1st 1953 to September 1st, 1971 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$100,000 — 19 years.

Year	Capital
September 1st, 1953.....	\$6,000.00
September 1st, 1954.....	6,000.00
September 1st, 1955.....	6,000.00
September 1st, 1956.....	6,000.00
September 1st, 1957.....	5,500.00
September 1st, 1958.....	5,500.00
September 1st, 1959.....	6,000.00
September 1st, 1960.....	6,000.00
September 1st, 1961.....	6,500.00
September 1st, 1962.....	7,000.00
September 1st, 1963.....	7,000.00
September 1st, 1964.....	7,500.00
September 1st, 1965.....	7,500.00
September 1st, 1966.....	7,500.00
September 1st, 1967.....	2,000.00
September 1st, 1968.....	2,000.00
September 1st, 1969.....	2,000.00
September 1st, 1970.....	2,000.00
September 1st, 1971.....	2,000.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Ste-Foy.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 2 septembre 1952, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de Ste-Foy.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Foy, (Comté de Québec), ce 6 août 1952.

Le Greffier,

JOSEPH MORIN.

Hôtel de Ville,

Ste-Foy, (Comté de Québec), P. Q. 33043-o

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tender will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday September 2, 1952, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall of Ste-Foy.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Foy, (County of Quebec), August 6, 1952.

JOSEPH MORIN,

Clerk.

Town Hall,

Ste-Foy, (County of Quebec) P. Q. 33043

Province de Québec

VILLE DE RICHMOND
(Comté de Richmond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, G. Marveau Alexander, 53, rue Craig, C.P. 410, Richmond, Comté de Richmond, jusqu'à 8 heures p.m., mardi le 2 septembre 1952, pour l'achat de \$171,000. d'obligations de la Ville de Richmond, comté de Richmond, datées du 1er septembre 1952 et remboursables par séries du 1er septembre 1953 au 1er septembre 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année, payable semi-annuellement les 1er septembre et 1er mars de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$171,000.—20 ans

Année	Capital
1er sept. 1953.	x\$6,500.00
1er sept. 1954.	x 6,500.00
1er sept. 1955.	x 7,000.00
1er sept. 1956.	5,000.00
1er sept. 1957.	5,000.00
1er sept. 1958.	5,500.00
1er sept. 1959.	6,000.00
1er sept. 1960.	6,500.00
1er sept. 1961.	8,000.00
1er sept. 1962.	5,500.00
1er sept. 1963.	6,000.00
1er sept. 1964.	6,500.00
1er sept. 1965.	7,000.00
1er sept. 1966.	7,500.00
1er sept. 1967.	8,000.00
1er sept. 1968.	10,000.00
1er sept. 1969.	11,000.00
1er sept. 1970.	13,000.00
1er sept. 1971.	18,000.00
1er sept. 1972.	22,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$8,645.00 accordé par le Département des Travaux Publics et payable en un versement de \$2,881.68, en 1953, et de deux versements de \$2,881.66 chacun, en 1954 et 1955 seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou à Richmond.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout,

Province of Quebec

TOWN OF RICHMOND
(County of Richmond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned G. Marveau Alexander, Sec'y-Treas., 53 Craig Street, P.O.B. 410, Richmond, (Richmond), until 8 o'clock p.m. Tuesday, September 2nd, 1952 for the purchase of an issue of \$171,000. of bonds of the Town of Richmond, county of Richmond, dated September 1st, 1952, and redeemable serially from September 1st, 1953 to Sept. 1st, 1972 inclusively with interest at a rate which shall not be less than 3% nor more than 4½% par annum, payable semi-annually on September 1st, and March 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$171,000.—20 years

Year	Capital
Sept. 1st, 1953.	x\$6,500.00
Sept. 1st, 1954.	x 6,500.00
Sept. 1st, 1955.	x 7,000.00
Sept. 1st, 1956.	5,000.00
Sept. 1st, 1957.	5,000.00
Sept. 1st, 1958.	5,500.00
Sept. 1st, 1959.	6,000.00
Sept. 1st, 1960.	6,500.00
Sept. 1st, 1961.	8,000.00
Sept. 1st, 1962.	5,500.00
Sept. 1st, 1963.	6,000.00
Sept. 1st, 1964.	6,500.00
Sept. 1st, 1965.	7,000.00
Sept. 1st, 1966.	7,500.00
Sept. 1st, 1967.	8,000.00
Sept. 1st, 1968.	10,000.00
Sept. 1st, 1969.	11,000.00
Sept. 1st, 1970.	13,000.00
Sept. 1st, 1971.	18,000.00
Sept. 1st, 1972.	22,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$8,645.00 granted by the Department of Public Works and payable in one instalment of \$2,881.68 in 1953 and two instalments of \$2,881.66 each in 1954 and 1955, will be received and applied to the service of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Richmond.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole

ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 2 septembre 1952 à 8 heures p.m., à l'Hôtel de ville de Richmond.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Richmond (Comté de Richmond), ce 11 août 1952.

Le Secrétaire-trésorier,

G. MARVEAU ALEXANDER.

C.P. 410, 53, rue Craig, Richmond,
(Richmond) P.Q.

33051-0

or in part, at par, at any interest maturity date; however in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, 2nd day of the month of September, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall of Richmond.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Richmond (County of Richmond), this 11th, of August, 1952.

G. MARVEAU ALEXANDER,

Secretary-Treasurer.

P.O. Box 410, 53, Craig Street, Richmond,
(County of Richmond) P.Q.

33051-0

Vente — Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 110, "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: JEAN SERGE PARTHENAIS, faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de "Western Credit Corporation" 6656 Blvd Lévesque, St-François de Sales, débiteur; et CLAUDE PERRAS, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement ayant front sur le boulevard Lévesque, en la paroisse de St-François de Sales, province de Québec, connu et désigné sous le N° deux de la subdivision officielle du lot N° quatorze (14-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-François de Sales, mesurant ledit lot cent vingt pieds (120) de largeur sur une profondeur de cent quinze pieds (115) dans la ligne sud ouest et cent vingt cinq pieds (125) dans la ligne nord ouest et borné en front vers le nord ouest par le boulevard Lévesque, en arrière vers le sud ouest par la rivière des Prairies et de chaque côté par des parties non subdivisées du lot N° 14, avec la maison et autre bâtisse y érigées portant le No civique 6656 Blvd Lévesque.

Sera vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-François de Sales, comté de Laval, VENDREDI le 12 SEPTEMBRE 1952 à ONZE heures du matin.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par le Régistrare à Montréal, le 28 juillet 1952, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de Procédure Civile.

Conditions: comptant

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Bureau de:

Perras & Perras, Syndics,

4 est, rue Notre-Dame, Montréal.

Le Syndics,

CLAUDE PERRAS.

33021-32-2-0

Sale — Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 110, (Sitting in Bankruptcy).

In the matter of the bankruptcy of JEAN SERGE PARTHENAIS, carrying on business alone under the firm name and style of "Western Credit Corporation", 6656 Blvd Lévesque, St. François de Sales, debtor, and CLAUDE PERRAS, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

An emplacement fronting on Boulevard Lévesque, in the parish of St-François de Sales, Province of Quebec, known and designated as number two of the official subdivision of lot number fourteen (14-2) of the official plan and in the book of reference for the parish of St-François de Sales, the said emplacement measuring one hundred and twenty feet (120) in width by a depth of one hundred and fifteen feet (115) in the southwest line and one hundred and twenty-five feet (125) in the northwest line and bounded in front towards the northwest by Boulevard Lévesque, in rear to the southwest by the des Prairies river, and on each side by the unsubdivided parts of lot No. 14, with the house and other buildings thereon erected, bearing civic No. 6656 Blvd Lévesque.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-François de Sales, county of Laval, on FRIDAY, the TWELFTH day of SEPTEMBER, 1952, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

The said sale to be made in virtue of a judgment rendered by the Registrar at Montreal, on the 28th of July, 1952, and pursuant to the provisions of Articles 55 and following of the Bankruptcy Act of 1949, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale under the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: cash.

Over and above the purchase price, the purchaser must pay the government tax of 2½% according to law.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

Office of:

Perras & Perras, Trustees,

4 Notre-Dame Street East, Montreal.

CLAUDE PERRAS,

Trustee.

33021-32-2

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Province de Québec — District de Chicoutimi

Province of Quebec — District of Chicoutimi

MUNICIPALITÉ DU CANTON BOURGET

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP BOURGET

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du six août 1952, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec, (S.R.Q., 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dus aux commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Charles Borromée et à la corporation municipale du canton Bourget, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle publique de St-Charles Borromée, lieu ordinaire des sessions du conseil, le NEUF SEPTEMBRE 1952, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes scolaires dues avant le 30 juin 1952 et les taxes municipales dues avant le 31 décembre 1951, auront été payées, avec intérêts et frais, avant le moment de la vente.

1. Lucien Maltais — Le lot 42, rang 1, sauf à distraire 6.7 acres au sud appartenant à Aluminium Power Company Limited ou représentants, suivant acte enregistré à Chicoutimi sous le numéro 56,574 et sauf réserve et droits, privilèges et servitudes de l'Aluminium Power ou représentants, suivant actes enregistrés à Chicoutimi sous les numéros 23,346 et 23,350 et de Price Brothers et de Saguenay Transmission Company Limited ou leurs représentants, suivant actes dûment enregistrés.

2. Eustache Pagenau — a) La demie sud du lot 48, rang 2, sous billet de location, et la demie nord du lot 48, rang 2, à titre très précaire, sous réserve des droits, privilèges et servitudes de Price Brothers & Saguenay Transmission Company Limited ou leurs représentants, suivant actes dûment enregistrés. Sous réserve également en faveur de la compagnie Electrique du Saguenay de certains droits et servitudes pour une ligne de transmission d'énergie électrique, suivant acte enregistré à Chicoutimi le 21 juillet 1948 sous le numéro 91,559.

b) La demie est du lot 49 rang 1, sous billet de location, sous réserve de la part pouvant appartenir à Aluminium Power Company Limited ainsi que les droits, privilèges et servitudes accordés par actes dûment enregistrés.

3. Joseph Jean — Le lot 31, rang 2, sauf à distraire en faveur de la Compagnie Electrique du Saguenay, certains droits et servitudes pour une ligne de transmission d'énergie électrique, suivant acte enregistré à Chicoutimi le 7 août 1948 sous le numéro 91,962.

4. Mme Vve Michel Compagnino — Le lot 40, rang 4, sous billet de location, sauf à distraire en faveur de la compagnie Electrique du Saguenay, certains droits et servitudes pour une ligne de transmission d'énergie électrique, suivant acte enregistré à Chicoutimi le 8 septembre 1948 sous le numéro 92,366.

Tous les lots ou parties de lots mentionnés ci-dessus sont du cadastre officiel du canton Bourget.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux dits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Charles, ce onzième jour du mois d'août 1952.

Le Secrétaire-trésorier,

33058-33-2-o JOHN BOISSONNEAULT.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the sixth of August, 1952, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act, (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovables herein-below described in payment of arrears of taxes due the School Commissioners for the Municipality of St-Charles Borromée and the Municipal Corporation of the Township Bourget, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction, in the public hall of St-Charles Borromée, the usual meeting place of the council, on the NINTH day of SEPTEMBER, 1952, at TEN o'clock in the forenoon, Daylight Saving Time.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables whereon school taxes due before the 30th of June, 1952, and municipal taxes due before the 31st of December, 1951, shall have been paid with interest and costs, before the sale.

1. Lucien Maltais — Lot 42, range 1, save to be deducted 6.7 acres to the south, belonging to the Aluminium Power Company Limited or representatives, according to deed registered at Chicoutimi under No. 56,574 and save the reserve and rights, privileges and servitudes of the Aluminium Power or representatives, according to deeds registered at Chicoutimi under Nos 23,346 and 23,350 and Price Brothers and the Saguenay Transmission Company Limited or their representatives, according to deeds duly registered.

2. Eustache Pagenau — a) The south half of lot 48, range 2, under location ticket, and the north half of lot 48, range 2, of very precarious title, under reserve of the rights, privileges and servitudes of Price Brothers and Saguenay Transmission Company Limited or their representatives, according to deeds duly registered. Under reserve also in favour of the Saguenay Electric Company (Compagnie Electrique du Saguenay) of certain rights and servitudes for an electric power transmission line, according to deed registered at Chicoutimi on the 21st of July, 1948 under No. 91,559.

b) The east half of lot 49, range 1, under location ticket, under reserve of the part which may belong to the Aluminium Power Company Limited and also the rights, privileges and servitudes granted by deeds duly registered.

3. Joseph Jean — Lot 31, range 2, save to be deducted, in favour of the Saguenay Electric Company (Compagnie Electrique du Saguenay), certain rights and servitudes for an electric power transmission line, according to deed registered at Chicoutimi, on the 7th of August, 1948, under No. 91,962.

4. Mrs. Wid. Michel Compagnino — Lot 40, range 4, under location ticket, save to be deducted in favour of the Saguenay Electric Company (Compagnie Electrique du Saguenay), certain rights and servitudes for an electric power transmission line, according to deed registered at Chicoutimi, on the 8th of September, 1948, under No. 92,366.

All the lots or parts of lots above mentioned are of the official cadastre for the Township Bourget.

They will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attaching to the said immovables.

The purchase price of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Charles, this eleventh day of the month of August, 1952.

JOHN BOISSONNEAULT,

33058-33-o Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District de Québec

Cour Supérieure, N° 64876. { **GABRIEL MERCIER**, agent d'assurances, de Laurier Station, comté de Lotbinière, demandeur; vs **OMER G. MORIN**, de Lyster, comté de Mégantic, défendeur.

Un terrain avec les bâtisses dessus construites connu et désigné comme étant partie du lot numéro dix sept-deux du cinquième rang (Pt. 17-2) du cadastre du Canton de Nelson, Comté de Mégantic, mesurant cent cinquante neuf pieds de front sur la rue, et quatre vingt dix neuf pieds en arrière par cent vingt cinq pieds de profondeur du côté nord et cent deux pieds de profondeur du côté sud mesures anglaises et borné à l'ouest par la rue de l'Ecole, au nord par l'avenue des Bouleaux, au sud par Aimé Bilodeau et à l'est par Wilfrid Fournier.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Anastasia de Nelson, comté de Mégantic, JEUDI le DIX-HUIT SEPTEMBRE 1952, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Député-Shérif.

Bureau du Shérif, **ROLAND PROVENCHER**,
Arthabaska, le 12 août 1952. 33067-33-2-o

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
St-Joseph de Beauce, District de Beauce

Cour du Magistrat, N° 11,572. { **MASTAI FORTIN**, négociant, St-Ephrem, à savoir: Co. Beauce et actuellement demeurant au N° 272 Avenue des Pinest, Québec, contre **EDMOND ARSENAULT** anciennement de St-Evariste, Co. Frontenac et actuellement demeurant sur le N° 5B, rang 8, canton Aylmer, St-Sébastien, Co. Frontenac, à savoir: la moitié indivise d'un emplacement faisant partie du lot N° 5B du rang 8 du canton Aylmer, borné en front par le chemin public, à la profondeur du terrain de Omer Roy, d'un côté à celui de veuve Alcide Bolduc, et de l'autre côté à une route publique, ainsi que bâtisses et dépendances qui s'y trouvent.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de Courcelles, le HUITIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures du matin, heure avancée.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **J. S. POULIOT**,
St-Joseph de Beauce, 28 juillet 1952.
32994-31-2-o

[Première insertion: 2 août 1952]
[Seconde insertion: 16 août 1952]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, N° 700. { **EMILE BLAIS**, mécanicien, de Valleyfield, district de Beauharnois, demandeur; et Dame **ANITA PATENAUDE**, de la paroisse de

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, N° 64876. { **GABRIEL MERCIER**, Insurance Agent, of Laurier Station, County of Lotbinière, plaintiff; vs **OMER G. MORIN**, of Lyster, County of Megantic, defendant.

A lot of land with buildings thereon erected, known and designated as being part of lot number seventeen-two of the fifth range (Pt. 17-2) of the cadastre of the township of Nelson, county of Megantic, measuring one hundred and fifty-nine feet in front on the street, and ninety-nine feet in rear by one hundred and twenty-five feet in depth on the north side and one hundred and two feet in depth, on the south side, English measure, and bounded on the west by "L'Ecole" Street, on the north by Avenue "des Bouleaux" on the south by Aimé Bilodeau and on the east, by Wilfrid Fournier.

To be sold at the church door of the parish of Ste-Anastasia de Nelson, county of Megantic, THURSDAY, the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER, 1952, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

ROLAND PROVENCHER,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Arthabaska, August 12, 1952. 33067-33-2

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
St-Joseph de Beauce, District of Beauce

Magistrate's Court, N° 11,572. { **MASTAI FORTIN**, merchant, St-Ephrem, Co. Beauce, and presently living at No. 272 Pine Avenue, East, Quebec, against **EDMOND ARSENAULT**, heretofore of St-Evariste, Co. Frontenac and presently living at No. 5B, range 8, Township Aylmer, St-Sébastien, Co. Frontenac, to wit: the undivided half of an emplacement being part of lot No. 5B of range 8 of township Aylmer, bounded in front by the public road, in depth by the land of Omer Roy, on one side by that of widow Alcide Bolduc, and on the other side by a public highway, with the buildings and dependencies found thereon.

To be sold at the parochial church door, in the parish of Courcelles, the EIGHT day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon, Daylight Saving Time.

J. S. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff.
St-Joseph de Beauce, July 28, 1952.
32994-31-2

[First insertion: August 2, 1952]
[Second insertion: August 16, 1952]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Beauharnois

Superior Court, N° 700. { **EMILE BLAIS**, mechanic, of Valleyfield, district of Beauharnois, plaintiff; and Dame **ANITA PATENAUDE**, of the parish of

St-Stanislas de Kostka, district de Beauharnois, épouse séparée de biens de LÉOPOLD LOISELLE, camionneur, du même lieu, ce dernier pour autoriser son épouse, défendeurs.

Saisi comme appartenant aux défendeurs:

Un emplacement situé en la paroisse de St-Stanislas de Kostka connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de St-Stanislas de Kostka sous le n° neuf (9) de la subdivision du lot numéro un (pte N° 1-9) mesurant quarante-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, et borné comme suit; en front par la montée de St-Stanislas, d'un côté par un autre chemin longeant le rivage du Lac St-François, d'un côté par une partie dudit lot 1-9 appartenant à Mr Arthur Loisel, ou représentants, et à l'arrière par une autre partie dudit 1-9 appartenant à Rodolphe Viau, ou représentants, avec bâtisses dessus construites et spécialement cinq résidences d'été.

Pour être vendu à la porte de l'Église paroissiale de la paroisse de St-Stanislas de Kostka, comté de Beauharnois, district de Beauharnois, le MERCREDI le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1952, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée.

Le Shérif,

P. H. REID.

Bureau du Shérif,

Salaberry de Valleyfield ce 6ième jour d'août 1952. 33046-33-2-o

St-Stanislas de Kostka, district of Beauharnois, wife separate as to property of LÉOPOLD LOISELLE, carter, of the same place, the latter to authorize his wife, defendants.

Seized as belonging to defendants.

An emplacement situate in the parish of St-Stanislas de Kostka, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of St-Stanislas de Kostka, under number nine (9) of the subdivision of lot number one (Pt. No. 1-9) measuring forty-five feet in width by one hundred feet in depth, English measure, and bounded as follows: in front by the montée of St-Stanislas, on one side by another road running along the shore of Lake St-François, on one side by a part of the said lot 1-9 belonging to Mr. Arthur Loisel, or representatives, and in rear, by another part of the said 1-9 belonging to Rodolphe Viau, or representatives, with buildings erected thereon and especially five summer residences.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Stanislas de Kostka, county of Beauharnois, district of Beauharnois, WEDNESDAY, the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER, 1952, at ELEVEN o'clock in the forenoon, Daylight Saving Time.

Sheriff's Office,

P. H. REID,

Sheriff.

Salaberry de Valleyfield, this 6th day of August, 1952. 33046-33-2

HULL

District of Hull

Cour Supérieure, { JOSAPHAT PHARAND, N° 1706 { homme d'affaires, domicilié et résidant dans les cité et district de Hull, demandeur, vs LAURENT PION, résidant dans les cité et district de Hull, peintre, défendeur.

"Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro 340 de la subdivision officielle du lot 246, aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier 1 de la cité de Hull, mesurant 25 pieds de largeur par 94 pieds de profondeur, avec toutes les bâtisses y érigées, portant les numéros 90 et 90½ de la rue Nicolet, à Hull".

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice en la cité de Hull, le VINGT-NEUVIÈME jour d'AOÛT, 1952, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,

Ce 15 juillet, 1952.

32970-30-2-o

Superior Court, { JOSAPHAT PHARAND, No. 1706 { business man, domiciled and residing in the city and district of Hull, plaintiff; vs LAURENT PION, painter, residing in the city and district of Hull, defendant.

An immovable known and designated as being lot No. 340 of the official subdivision of lot 246, on the official plan and in the book of reference for Ward 1 of the city of Hull, measuring 25 feet in width by 94 feet in depth—with all the buildings thereon erected, bearing numbers 90 and 90½ Nicolet street, Hull.

To be sold, at my office, in the Court House, in the city of Hull, on the TWENTY-NINTH day of AUGUST, 1952, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,

R. ST. PIERRE,

July 15, 1952.

Sheriff.

32970-30-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Ottawa, province d'Ontario

Cour de l'Échiquier { LA REINE, dans l'affaire du Canada. { re de la Loi de l'impôt sur le revenu et amendements, demanderesse, contre MAURICE DROLET, cultivateur, de la paroisse de St-Paul, district de Joliette, province de Québec, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur.

1. Le lot N° 130 du cadastre de la paroisse de St-Paul, contenant environ 21 arpents en superficie;

2. Un autre lot de terre étant le N° 313 du même cadastre, contenant 2 arpents de largeur par 16 arpents et 5 pieds de profondeur; à distraire de ce lot un terrain contenant 6 arpents en superficie et borné comme suit: en front au chemin public, en profondeur à la rivière du Lac

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Ottawa, Province of Ontario

Exchequer Court { THE QUEEN, in the matter of Canada. { er of the Income Tax Act and amendments, plaintiff; against MAURICE DROLET, farmer, of the parish of St-Paul, district of Joliette, Province of Québec, defendant.

As belonging to the said defendant:

1. Lot No. 130 of the cadastre for the parish of St-Paul, containing about 21 arpents in superficial area;

2. Another lot of land being No. 313 of the same cadastre, measuring 2 arpents in width by 16 arpents and 5 feet in depth; to be deducted from said lot, a lot of land containing 6 arpents in superficial area, and bounded as follows: in front by the public road, in depth by the river

Ouareau, d'un côté au No. 312 et de l'autre côté au N° 314, sans bâtisse;

3. Une autre terre connue sous le N° 312 du même cadastre contenant un arpent de largeur sur 16 arpents et demie de profondeur, plus ou moins, avec bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Paul, district de Joliette, le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1952, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, 11 août 1952. 33060-33-2-o

Le Shérif,

of Lake Ouareau, on one side by No. 312 and on the other side by No. 314, without buildings;

3. Another lot of land known as No. 312 of the same cadastre, measuring one arpent in width by 16 arpents and one half in depth, more or less — with buildings thereon erected.

To be sold, at the church door of the parish of St-Paul, district of Joliette, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER, 1952, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ROLAND PERRAULT.
Joliette, August 11, 1952. 33060-33-2

Sheriff,

TERREBONNE

Canada, Province de Québec
District de Terrebonne

Cour de Magistrat, { R ENÉ GASCON, marchand, de la cité de St-Jérôme, district de Terrebonne, demandeur; vs AQUILA LABELLE, gentilhomme de la ville de Ste-Rose, défendeur,

"Un emplacement sis en la ville de Ste-Rose faisant partie du lot numéro vingt-neuf (P. 29) du cadastre du village incorporé de Ste-Rose, contenant 40 pieds de largeur sur une profondeur de 118 à 120 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, borné par un bout au nord par Ubald Cyr ou représentants, de l'autre bout au sud par une rue joignant d'un côté vers le nord-est Paul Desjardins ou représentants et de l'autre côté vers le sud ouest par Alfred Filiatrault ou représentants, avec une maison et autres bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la ville de Ste-Rose le TRENTIÈME jour d'AOUT à ONZE heures de l'avant-midi.

Dép.-Shérif de Terrebonne,
Bureau du Shérif, MAUR. FOURNELLE.
St-Jérôme, le 22 juillet 1952. 32975-30-2-o

Le Shérif,

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec
District of Terrebonne

Magistrate's Court, { R ENÉ GASCON, merchant of the city of St-Jérôme, district of Terrebonne, plaintiff; vs AQUILA LABELLE, gentleman of the Town of Ste-Rose de Laval, defendant,

"An emplacement situate in the town of Ste. Rose, being part of the lot number twenty-nine (Pt. 29) on the cadastre of the Incorporated Village of Ste-Rose, containing the width of 40 feet on a depth of 118 to 120 feet, English measure, more or less, bounded at one end, to the north by Ubald Cyr, or representatives, at the other end to the south, by a street adjoining on the north-east side Paul Desjardins or representatives, on the other side to the south-west by Alfred Filiatrault or representatives, with a house and other buildings thereon erected."

To be sold at the Catholic church door of the town of Ste. Rose on the THIRTIETH day of AUGUST, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, MAUR. FOURNELLE,
St-Jérôme, July 22, 1952. 32975-30-2-o

Sheriff,

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 33

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Gauthier vs Blanchette. 1974

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

790 — Concernant certains actes administratifs du département de la Chasse et de la Pêche 1970
812 — Concernant la révocation de la partie est de la rivière Missisquoi du lot 744 du cadastre, rang VII, canton de Bolton. 1968
809 — Concernant la révocation de l'arrêté ministériel N° 2262, du 19 octobre 1933, relatif à l'autorisation à se porter caution en justice, accordée à National Surety Corporation, de New York 1969
842 — Concernant la chasse à l'orignal. 1969

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

RÉCEPTION DES ANNONCES 1913

AVIS DIVERS:

Allard Lake (Quebec) Mines, Ltd (Dist. de l'actif). 1972

Index of the Quebec Official Gazette, No. 33

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Gauthier vs Blanchette. 1974

ORDERS IN COUNCIL:

790 — Concerning certain administrative agreements of the Department of Game and Fisheries 1970
812 — Concerning the revocation of the part east of the Missisquoi river of lot 744 of the cadastre, range VII, Township of Bolton. 1968
809 — Concerning the revocation of the Order in Council No. 2262, of October 19, 1933, respecting the authorization to become a judicial surety granted to the National Surety Corporation, of New York 1969
842 — Concerning the hunting of Moose 1969

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES 1913

MISCELLANEOUS NOTICES:

Allard Lake (Quebec) Mines, Ltd (Dist. of assets) 1972

Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Limited (Barrage)	1973	Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Limited (Dam)	1973
Desjardins Express Inc. (Directeurs) . .	1973	Desjardins Express Inc. (Directors) . .	1973
La Compagnie Électrique du Saguenay (Modifications des taux)	1972	Saguenay Electric Company (Adjustments of the rates)	1972
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Fidèle (Formation)	1973	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Fidèle (Formation)	1973
Supreme Food Products Limited (Directeurs)	1974	Supreme Food Products Limited (Directors)	1974
The Western Assurance Company (Caution en justice)	1973	The Western Assurance Company (Judicial surety)	1973
New Canadian Baptist Church	1972	New Canadian Baptist Church	1972
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Allard Lake (Quebec) Mines, Ltd.	1975	Allard Lake (Quebec) Mines, Ltd.	1975
Main Building Corporation	1974	Main Building Corporation	1974
Victoria Lumber Ltd.	1974	Victoria Lumber Ltd.	1974
COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:	
Edmund A. Prentis, Lazarus, White, Charles B. Spencer, Inc.	1975	Edmund A. Prentis, Lazarus, White, Charles B. Spencer, Inc.	1975
DEMANDE A LA LÉGISLATURE:		APPLICATION TO LEGISLATURE:	
Starnes, Dame Marie Henriette Eugénie et al.	1975	Starnes, Dame Marie Henriette Eugénie et al.	1975
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AFFAIRES MUNICIPALES:		MUNICIPAL AFFAIRS:	
St-François-Xavier-de-Viger, munic. de	1976	St-François-Xavier-de-Viger, munic. of	1976
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Municipalité scolaire de:		School Municipality of:	
Compton-Waterville (Protestante)	1976	Compton-Waterville (Protestant)	1976
Grondines N° 2, village de	1977	Grondines No. 2, village of	1977
Inverness	1977	Inverness	1977
Lac Lemoine	1977	Lac Lemoine	1977
Les Boules	1977	Les Boules	1977
Sacré-Cœur de Jésus, paroisse de	1978	Sacré-Cœur de Jésus, parish of	1978
Ste-Bernadette-Soubirous	1978	Ste-Bernadette-Soubirous	1978
St-Ephrem-de-Fitch-Bay (Catholique) . .	1978	St-Ephrem-de-Fitch-Bay (Catholic) . .	1978
St-Joseph-d'Alma, paroisse de	1978	St-Joseph-d'Alma, parish of	1978
MINES:		MINES:	
Révocation de concessions minières . . .	1979	Cancellation of Mining Concessions . .	1979
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FOREST:	
Service du Cadastre:		Cadastral Branch:	
Chicoutimi, paroisse de	1979	Chicoutimi, parish of	1979
Jonquière, canton de	1979	Jonquière, township of	1979
St-Roch nord, paroisse de	1979	St. Roch North, parish of	1979
MINISTÈRE DES FINANCES:		DEPARTMENT OF FINANCE:	
Assurances:		Insurance:	
The Minnesota Mutual Life Insurance Company	1980	The Minnesota Mutual Life Insurance Company	1980
The Missisquoi and Rouville Insurance Company — La Compagnie d'Assurance Missisquoi et Rouville	1981	The Missisquoi and Rouville Insurance Company — La Compagnie d'Assurance Missisquoi et Rouville	1981
DÉPUTÉS ÉLUS: —		MEMBERS ELECTED:	
Divers	1976	Miscellaneous	1976
EXAMENS DES AGRONOMES:		AGRONOMISTS EXAMINATIONS:	
Aspirants à l'étude de l'agronomie . . .	1980	Candidates to the study of agriculture	1980

LETTRES PATENTES:

Argo Construction Ltd..	1958
Bassin de Radoub du Golfe Inc.—The Gulf Dry Docks Inc.	1959
Beaumur (Canada) Limited.	1959
Bourlamaque Plumbing & Heating Co. Ltd.	1959
Clear Brook Mill Ltd.	1960
Corima Limitée — Corima Limited.	1960
Dozois' Store Inc.	1960
Electrical Enterprises Company Limited	1961
Fomac Ltée.	1961
Ilgwu Centre Inc.	1961
Le Magasin Parisien Inc.	1962
Leslau Trading Inc.	1962
L'Exposition Agricole Incorporée — Agricultural Exhibition Incorporated	1962
Montreal Newsdealers Supply Company Limited.	1963
North End Restaurant Equipment Ltd.	1963
Old Caddies Incorporated.	1963
P. A. Lebeau Inc.	1964
Palomoil Corporation.	1964
Periodica Inc.	1964
Royal Elk Lumber Co. Ltd.	1965
The St-Lawrence Poles Company Limited — Limited.	1965
Troysco Mines Limited.	1965

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Benjamin News Company	1966
Gauvreau Machinery & Supply Limited	1966
Hotel Lapointe Incorporée	1966
J. Becker Inc.	1967
J. L. Brissette Limitée.	1967
La Filature du Saguenay, Limitée.	1967
Murphy Fur Manufacturing, Limited	1967
Musée Historique Canadien Inc.	1967
Rediffusion Inc.	1968
Sunlite Food Products Inc.	1968

ORDRE DE COUR:

Larochelle vs Poulin	1981
----------------------	------

PROCLAMATION:

Concernant l'application, à une partie du canton des Escoumains, dans le district électoral de Saguenay, des dispositions de la Loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie et le district électoral de Saguenay.	1982
---	------

SIÈGES SOCIAUX:

Argo Construction Ltd.	1983
Mariette Mines Ltd.	1984
McFadyen & Fisher Inc.	1983

SOUMISSIONS:

Richmond, ville de.	1985
Ste-Foy, ville de.	1984

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Parthenais, Jean-Serge	1986
------------------------	------

VENTE POUR TAXES:

Bourget, canton de.	1987
---------------------	------

LETTERS PATENT:

Argo Construction Ltd..	1958
Bassin de Radoub du Golfe Inc.—The Gulf Dry Docks Inc.	1959
Beaumur (Canada) Limited.	1959
Bourlamaque Plumbing & Heating Co. Ltd.	1959
Clear Brook Mill Ltd.	1960
Corima Limitée — Corima Limited.	1960
Dozois' Store Inc.	1960
Electrical Enterprises Company Limited	1961
Fomac Ltée.	1961
Ilgwu Centre Inc.	1961
Le Magasin Parisien Inc.	1962
Leslau Trading Inc.	1962
L'Exposition Agricole Incorporée — Agricultural Exhibition Incorporated	1962
Montreal Newsdealers Supply Company Limited.	1963
North End Restaurant Equipment Ltd.	1963
Old Caddies Incorporated.	1963
P. A. Lebeau Inc.	1964
Palomoil Corporation.	1964
Periodica Inc.	1964
Royal Elk Lumber Co. Ltd.	1965
The St-Lawrence Poles Company Limited — Limited.	1965
Troysco Mines Limited.	1965

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Benjamin News Company	1966
Gauvreau Machinery & Supply Limited	1966
Hotel Lapointe Incorporée	1966
J. Becker Inc.	1967
J. L. Brissette Limitée.	1967
La Filature du Saguenay, Limitée.	1967
Murphy Fur Manufacturing, Limited	1967
Musée Historique Canadien Inc.	1967
Rediffusion Inc.	1968
Sunlite Food Products Inc.	1968

RULE OF COURT:

Larochelle vs Poulin	1981
----------------------	------

PROCLAMATION:

Concerning the application, to a part of the township of Escoumains, in the electoral district of Saguenay, of the provisions of the Act respecting title-deeds in the Gaspesian area and the electoral district of Saguenay.	1982
---	------

HEAD OFFICES:

Argo Construction Ltd.	1983
Mariette Mines Ltd.	1984
McFadyen & Fisher Inc.	1983

TENDERS:

Richmond, town of.	1985
Ste-Foy, town of.	1984

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Parthenais, Jean-Serge	1986
------------------------	------

SALE FOR TAXES:

Bourget, township of.	1987
-----------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Mercier vs Morin. 1988

BEAUCE:

Fortin vs Arseneault 1988

BEAUHARNOIS:

Blais vs Patenaud *et vir.* 1988

HULL:

Pharand vs Pion. 1989

JOLIETTE:

La Reine vs Drolet. 1989

TERREBONNE:

Gascon vs Labelle. 1990

33035-o

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Mercier vs Morin. 1988

BEAUCE:

Fortin vs Arseneault 1988

BEAUHARNOIS:

Blais vs Patenaude *et vir.* 1988

HULL:

Pharand vs Pion. 1989

JOLIETTE:

The Queen vs Drolet. 1989

TERREBONNE:

Gascon vs Labelle. 1990

33035-o

